

Les cahiers de Rié



Le Cloudy, ancienne métairie de l'isle de Rié



N° 7, novembre 2002
Histoire et Patrimoine

NATURE ET CULTURE
64, rue Clemenceau
85270 Saint-Hilaire-de-Riez

Prix : 8 €

EDITO

1901-2001 : cent ans d'histoire des associations ont été rendus possibles par le cadre législatif mis en œuvre par Waldeck-Rousseau. Dans une démarche parallèle, le mouvement mutualiste en place dès la deuxième partie du XIX^e siècle a œuvré pour un monde plus solidaire.

Le numéro 7 des *Cahiers de Rié*, à travers ces deux sujets, a cherché à rendre hommage à tous ceux qui ont mis en avant l'intérêt commun et le sens des autres face à l'égoïsme et aux intérêts personnels. De même, en regard à l'histoire avec un grand H et à ses grands personnages, il est important de mettre en lumière la vie de gens plus humbles, sans grand nom, mais qui ont su laisser une trace à travers une œuvre collective tournée vers autrui.

La vie associative par ses interventions dans les domaines aussi divers que l'école, les loisirs, l'environnement, la vie culturelle, le débat d'idées et le mouvement mutualiste qui a promu la notion de protection sociale ont créé une rupture avec les siècles passés.

Le sentiment commun est que le monde bouge très vite, de plus en plus vite, phénomène qui provoque dans un même temps inquiétude et espoir.

« *Si nos pauvres anciens étaient là pour voir ça* » est une expression qui revient souvent pour faire ressentir l'importance des changements intervenus.

Dans notre monde qui évolue sans cesse, arrêtons-nous un instant et, à travers la lecture des *Cahiers de Rié*, partons à la découverte de la vie de ces « *anciens* », illustres ou anonymes, pour évaluer tout le chemin parcouru jusqu'à nous.

Le responsable de la commission
Histoire et Patrimoine,

Gérard CHUSSEAU

HISTOIRE ET PATRIMOINE

Commission du
CLUB NATURE ET CULTURE
7 chemin de la Faye
85270 – Saint-Hilaire-de-Riez
Tél. : 02 51 54 95 61

Association loi 1901 fondée en 1985
Déclarée le 20 décembre 1985 n° 3061
Insertion au J.O. du 22 janvier 1986

Notre périodique : *Les cahiers de Rié*
Directeur de la publication : Jean-Paul Bouffet
Rédactrice : Colette Gengoux

Impression : - Club Nature et Culture

Affiches publicitaires : Crédit Agricole

Les articles publiés paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs.

La reproduction, totale ou partielle, de notre brochure est strictement interdite sans l'accord de l'auteur et de l'association.

Ont participé à la rédaction et (ou) à la diffusion de ce numéro :

Avrillas Patrick
Bosi Jacques
Bouffet Jean-Paul
Boulineau Hélène
Chusseau Gérard
Collart Pierre-Philippe
Cresto Joël
Gengoux Colette
Pelloquin Jean-Claude
Poussin Irène
Raffin Louis
Singly Bernard (de)
Taillé Bernard

Les associations :
Club Philatélique Hilairois
Ecomusée de la Bourrine du Bois Juquaud
La Livarde

et les services des archives communales de :
Notre-Dame-de-Riez
Saint-Gilles-Croix-de-Vie
Saint-Hilaire-de-Riez

Prix du numéro n°7 : 8 €

SOMMAIRE

Page	1 : Édito – Gérard Chusseau
Page	2 : La Commission Histoire et Patrimoine - Sommaire

RECHERCHE HISTORIQUE

Pages	3-8 : Je m'associe, tu t'associes, nous nous associons – Jean-Paul Bouffet
Pages	9-10 : Brève histoire du club Nature et Culture – Bernard Taillé
Pages	11-16 : Le fief des Cloudis : une histoire de familles seigneuriales – Colette Gengoux et Pierre-Philippe Collart
Pages	17-21 : Les obligations du service militaire : le tirage au sort – Jacques Bosi
Pages	22-29 : Les retables de St-Hilaire-de-Riez – Joël Crestois
Pages	30-36 : La mutualité à Saint-Gilles-Croix-de-Vie – Gérard Chusseau

TRANCHE DE VIE

Pages	37-41 : Un inventaire après décès – Colette Gengoux et Jean-Claude Pelloquin
-------	---

NOS LECTEURS

Pages	42-50 : <i>Le Pollcrea</i> et nos lecteurs anglais – Colette Gengoux et Jean-Claude Pelloquin <i>L'école à l'Hôtel de l'Océan et des Pins</i> à Sion-sur-l'Océan – Colette Gengoux et l'association <i>La Livarde</i>
-------	---

1^{ère} DE COUVERTURE

Le Cloudy, ancienne métairie de l'isle de Rié – Cliché 2002 de Louis Raffin

JE M'ASSOCIE, TU T'ASSOCIES, NOUS NOUS ASSOCIONS

*L'association n'est pas une liberté,
Elle est un droit. Elle est l'exercice
naturel, primordial, libre de l'activité.*

Pierre Waldeck-Rousseau

C'est la mode des commémorations. La République nous en a donné le goût : 1789 et la Révolution, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la loi sur l'abolition de l'esclavage, etc. Souvent un texte fondateur de notre République est mis à l'honneur. En 2001 nous avons célébré le centenaire de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations.

Qu'en est-il de l'histoire de la liberté de s'associer ? Un retour en arrière est utile pour retrouver les origines et les traces de groupes qui ont prospéré avant la loi de 1901.

Le combat de Pierre Waldeck-Rousseau, le vote de la loi et ses premiers pas nous mènent avant les deux guerres mondiales et à l'essor d'aujourd'hui.

A L'ORIGINE

Dans la Haute Antiquité, quatorze siècles avant J.C., des tailleurs de pierre égyptiens avaient déjà un fonds de secours collectif. Les Grecs et les Romains avaient aussi des associations. Le Moyen-Age vit la prolifération de groupements de formes variées : guildes, charités, confréries, corporations... Sous le contrôle de la Monarchie et de l'Eglise, ils ont prospéré jouissant parfois de monopoles ou de privilèges.

La révolution française bouleversa tout cela, et la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 n'accorda pas la liberté de s'associer. Pourtant le nombre de clubs, de confréries, d'assemblées et de sociétés politiques fut conséquent, preuve que les révolutionnaires n'y furent pas opposés. D'ailleurs en août 1790, une loi reconnut « le droit de s'assembler paisiblement et de former des sociétés libres ». Elle fut réaffirmée par la constitution de septembre 1791. Mais le décret d'Allarde de mars 1791, abolit les corporations au nom de la liberté du

commerce et de l'industrie. La loi Le Chapelier de juin 1791 interdit tout rassemblement, corporation ou association d'ouvriers, artisans, patrons de même état et profession. En matière religieuse, les congrégations sont interdites en 1792. Face aux excès des groupes populaires et sociétés politiques, le pouvoir devint impitoyable et, de 1794 à 1797, l'activité fut restreinte et puis bannie. L'achèvement vint sous l'Empire avec le code pénal de 1810, et son article 291 : « *Nulle association de plus de vingt personnes... ne pourra se former qu'avec l'agrément du gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.* »

La loi du 10 avril 1834 aggrave l'article 291 du code pénal. Mais, sous la II^e République en 1848, une courte parenthèse donne une liberté d'association éphémère : l'article 8 de la constitution du 4 novembre 1848 proclame le droit de s'associer et de s'assembler paisiblement et sans armes. Sous le

Second Empire, le régime en se libéralisant accorde quelques aménagements : en 1864 le droit de grève et de se coaliser, en 1867 la légalisation des sociétés ouvrières de coopération, en 1868 l'autorisation de réunions publiques.

Après la chute du Second Empire, le 28 mars 1871, les députés Tolain, Locroy et autres déposent une proposition de loi tendant à l'abrogation de toute législation restrictive de la liberté d'association. Cette première proposition sera suivie de trente-trois projets, contre-projets et rapports parlementaires avant d'aboutir au vote de la loi 1901.

C'est maintenant que Waldeck-Rousseau va intervenir. Mais on ne peut pas parler histoire sans évoquer sa vie.

LE COMBAT D'UN HOMME

Pierre Waldeck-Rousseau naît à Nantes le 2 décembre 1846.



Il fait des études de droit à Poitiers puis à Paris. S'éloignant du cabinet paternel, il ouvre son cabinet d'avocat à Saint-Nazaire. Il s'y montre alors militant républicain. A vingt-sept ans, il devient avocat à la Cour d'appel de Rennes où il se fait remarquer par ses plaidoiries. A trente-deux ans, pressé par ses amis et suite à l'intervention de Jules Grévy, président de la République, il est

candidat et élu député de Rennes (jusqu'en 1889). Il s'inscrit au groupe de la *Gauche Républicaine*, groupe de Gambetta, et devient ministre de l'Intérieur et des Cultes dans le cabinet Gambetta de novembre 1881 à janvier 1882 et dans le cabinet Ferry de février 1883 à mars 1885. Il en profite pour mettre en chantier de grandes réformes.

En effet, suite à l'installation de la III^e République, le 4 septembre 1870, après la crise de mai 1877 et le départ du président Mac Mahon en 1878, les réformes peuvent alors commencer. Des grandes lois fondatrices des institutions et libertés républicaines sont votées :

- la gratuité de l'instruction primaire le 16 juin 1881,
- la liberté de la presse le 29 juillet 1881,
- l'instruction primaire obligatoire et la laïcité de l'enseignement le 28 mai 1882,
- la liberté syndicale le 21 mars 1884 dont Waldeck-Rousseau est le principal artisan.

Mais la loi sur la liberté d'association est encore loin de voir le jour. Entre le projet de Louis Blanc du 30 juin 1881 et la loi de Waldeck-Rousseau, 20 années vont s'écouler. En 1882, avec Martin-Feuillée et Margne, Waldeck-Rousseau présente un premier projet, sans succès. En 1883, il réforme la législation des coopératives. Quand en 1884, la loi sur les syndicats est votée, elle représente une étape vers la reconnaissance pleine et entière de la liberté associative. Pour Waldeck-Rousseau, elle vise « à développer parmi les travailleurs l'esprit d'association ».

A la chute du second cabinet de Jules Ferry en 1885, Waldeck-Rousseau se met à l'écart des luttes politiques et renoue avec son métier d'avocat. Mais en 1894, passant à l'*Alliance Républicaine*, il se présente aux élections sénatoriales et est élu sénateur de la Loire-Inférieure. En 1898, la loi Waldeck-Rousseau relative aux sociétés de secours mutuels est votée le 1^{er} avril. Une étape est alors franchie car cette loi élargit le champ d'action des sociétés de secours. Ainsi le chemin est un peu plus balisé vers une loi de portée générale.

UNE NAISSANCE DIFFICILE

L'affaire Dreyfus secoue la France. Au plus fort des luttes de l'affaire, le militant de la République est appelé à la présidence du conseil et il accepte. Le 22 juin 1899, Waldeck-Rousseau forme un gouvernement de défense républicaine, où il est lui-même ministre de l'intérieur et des Cultes. Dès le 14 novembre 1899, au nom d'Emile Loubet, président de la République, il proposera à la Chambre un projet relatif aux associations.

Alors que l'affaire Dreyfus divise la France, les radicaux ont rouvert le débat sur la laïcité en se focalisant sur les congrégations religieuses. Les républicains voulaient mettre un terme à la montée du cléricalisme et limiter la liberté d'enseignement pour contenir le péril congréganiste. Waldeck-Rousseau soumet aux parlementaires un texte qui, sans le mentionner explicitement, veut résoudre la question des congrégations. Le projet est d'abord renvoyé en commission, qui délibère pendant plusieurs mois et l'amende sur de nombreux points. La discussion commence en janvier 1901 devant la Chambre des députés. Le débat va donner l'occasion aux radicaux d'obtenir des mesures concrètes sur les congrégations car, au fil des lectures, le texte se transforme et instaure une surveillance spécifique aux congrégations religieuses.

Ainsi l'article 13 précise :

« Aucune congrégation religieuse ne peut se former sans une autorisation donnée par une loi qui déterminera les conditions de son fonctionnement. »

et l'article 14 :

« Nul n'est admis à diriger, soit directement, soit par personne interposée, un établissement d'enseignement, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée. »

Les conservateurs sont scandalisés, d'autant plus que les autres associations bénéficient, elles, d'un régime favorable : leur liberté de constitution est entière, la déclaration n'est obligatoire que si elles souhaitent jouir de la « *capacité juridique* ». Pierre Waldeck-Rousseau ne voulait pas que la loi fut si rigoureuse contre les groupements religieux. S'il a cédé aux radicaux de la cham-

bre, c'est uniquement pour que la liberté associative soit enfin reconnue par le Parlement. Après des mois de joutes oratoires enflammées, celui-ci approuve un texte capital qui élargit le champ des libertés publiques.

L'article 1^{er} dit :

« L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices... »

et l'article 2 :

« Les associations de personnes pourront se former librement sans autorisation ni déclaration préalable... ».

Le vendredi 28 juin 1901, le vote des députés couronne le long combat personnel de Pierre Waldeck-Rousseau. En effet, les résultats du scrutin viennent de tomber : par 313 voix pour et 249 voix contre, la « *loi relative au contrat d'association* » est définitivement adoptée par la Chambre des députés. Dans l'hémicycle du Palais Bourbon, deux clameurs concurrentes s'élèvent :

- *Vive la République !*, lance-t-on à gauche et à l'extrême gauche,

- *Vive la liberté !*, réplique-t-on à droite et au centre.

Promulguée le 1^{er} juillet sous la signature d'Emile Loubet, président de la République, et celle de Pierre Waldeck-Rousseau, ministre de l'Intérieur et des Cultes, la loi est publiée au Journal Officiel du lendemain.

UNE GRANDE LOI

La loi du 1^{er} juillet 1901 garantit une des plus grandes libertés républicaines. Tout citoyen dispose désormais du droit de s'associer, sans autorisation préalable. La loi préserve la liberté et les droits des individus tout en permettant leur action collective. En effet, elle fonde le droit d'association sur les principes issus de la Révolution de 1789 : la primauté de l'individu, de ses droits et de sa liberté. Les règles définies par la loi sont simples :

- liberté d'adhérer ou de sortir d'une association,

- limitation de l'association à un objet défini,

- égalité des membres d'une association,
- administration de l'association par délibération de ses membres.

Une grande loi de la République est née.

Pour Waldeck-Rousseau, elle est inséparable de l'idéal démocratique. N'a-t-il pas dit un jour : « *Il n'y a pas d'armure plus solide contre l'oppression, ni d'outils plus merveilleux pour les grandes œuvres.* »

Pour le président du Conseil, c'est la fin d'une longue bataille personnelle. Devenu très malade, il démissionne en mai 1902. Pierre Waldeck-Rousseau décède en octobre 1904 à Corbeil, en Seine-et-Oise.

LA LIBERTÉ ASSOCIATIVE

Emile Combes, un ancien séminariste devenu très anticlérical, succède à Waldeck-Rousseau à la présidence du Conseil et ordonne dès juin 1902 la fermeture de 125 écoles religieuses fondées depuis 1901 sans autorisation. Aucune demande d'autorisation de congrégation ne sera reçue. En deux ans, Combes ferme près de 12 000 écoles religieuses. Sur ce fond de guerre des écoles, les passions politiques sont exacerbées et préparent la séparation de l'Eglise et de l'Etat en décembre 1905.

La naissance des associations se fait progressivement, mais c'est la 1^{re} guerre mondiale qui va changer la situation. Dans les tranchées, cléricaux et anticléricaux se retrouvent : l'heure est à l'apaisement. Avec les dispositions libérales de la loi de 1901, les œuvres, les associations d'anciens combattants et victimes de guerre se développent. Après la guerre, l'Eglise catholique trouve, avec les associations diocésaines, un statut juridique adapté. Le nombre de déclarations d'associations commence à augmenter. La loi de 1901 devient synonyme d'une liberté publique ouverte à tous.

En 1936, une nouvelle loi permet de dissoudre les groupes de combats privés, les milices et les ligues. En 1939, une loi soumet les associations d'étrangers à l'autorisation préalable. Le gouvernement de Vichy abroge, en 1940, certaines dispositions limitant l'action des congrégations et interdit certaines associations

A la libération, la loi de 1901 renaît : les associations familiales, les fédérations de chasse et de pêche, les associations de tourisme, les fédérations sportives sont reconstruites. La puissance publique crée des associations : offices municipaux, AFPA, centres pour enfants, ASSEDIC, UNEDIC, etc.

Le 10 décembre 1948, l'assemblée générale des Nations Unies proclame, dans l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit de s'associer librement.

En 1950, l'article 11 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, consacre la liberté de réunion et d'association.

Après mai 1968, le gouvernement est tenté par une reprise en main du régime juridique des associations. Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, ose en 1971 engager une réforme de la loi de 1901 en établissant un contrôle préalable à la déclaration des groupes. Le 16 juillet 1971 le Conseil constitutionnel censure les dispositions de la loi votée pour leur caractère liberticide et fait de la liberté d'association un principe à valeur constitutionnelle.

AUJOURD'HUI

La loi de 1901 devient la première loi en partie constitutionnellement protégée. En 1981, les dispositions discriminantes à l'encontre des étrangers, introduites en 1939, sont abrogées. La liberté d'association est rétablie dans sa plénitude de principe et de généralité. Le grand texte devient donc symbole de liberté fondamentale pour tous.

Les Français ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. Aujourd'hui, on recense quelques 730 000 associations en activité. Huit Français sur dix déclarent adhérer à une association au moins. Plus de 9 millions de bénévoles sont engagés dans le sport, la culture, le tourisme, les loisirs, l'action sociale, l'environnement. Le monde associatif emploie 1,2 million de salariés. Et chaque année, il se crée entre 60 000 et 70 000 associations.

Une dernière date : le 29 avril 1999, la Cour Européenne des droits de l'Homme a condamné la France pour la loi Verdeil de

1964 qui obligeait les petits propriétaires à adhérer à l'association communale de chasse. Cette décision est un rappel au principe de liberté de s'associer.

La loi relative au droit d'association se réduit à l'essentiel et au fondamental :

s'associer librement. Elle a traversé le siècle. Réjouissons-nous que ce grand texte porte notre amateurisme et notre bénévolat vers demain.

Jean-Paul BOUFFET

STATISTIQUES LOCALES SUR LES ASSOCIATIONS

Les premières associations :

23/02/1902, Extrait du registre, des délibérations municipales de Saint-Hilaire-de-Riez

Le conseil municipal donne un avis favorable suite à la demande des sœurs de la congrégation de l'Union chrétienne dont le siège est à Fontenay-le-Comte, « en vue d'obtenir l'autorisation prévue par les articles 13 et 18 de la loi du 1^{er} juillet dernier pour son établissement situé au chef lieu en cette commune ».

16/11/1908 : Association des chefs de famille du canton de Saint-Gilles : Assurer dans les écoles primaires le respect de la morale, de la liberté de conscience ainsi que la neutralité religieuse. Siège, Saint-Gilles-sur-Vie. (Recueil des actes administratifs 1909)

12/06/1919 : Association des Combattants de la Grande Guerre du canton de Saint-Gilles-sur-Vie : Union, mutualité. Siège social à la mairie de Saint-Gilles. (Recueil des actes administratifs)

10/07/1923 : Amicale des anciens élèves de l'école laïque de garçons : Aide matérielle et morale des adhérents. Ecole de garçons de Saint-Gilles-sur-Vie. (Recueil des actes administratifs)

13/07/1923 : Aide Mutuelle, veuves et ascendants : Entraide. Saint-Gilles-sur-Vie. (Recueil des actes administratifs)

21/07/1923, Amicale d'anciens élèves : Entraide et camaraderie. Ecole de garçons de Croix-de-Vie. (Recueil des actes administratifs)

21/07/1923 : Amicale des anciennes élèves de l'école laïque : Entraide. Ecole de filles de Croix-de-Vie. (Recueil des actes administratifs)

22/07/1923 : Aide Mutuelle des veuves, orphelins et ascendants : Entraide. Mairie de Croix-de-Vie. (Recueil des actes administratifs)

05/07/1924 : déclaration pour les communes de Saint-Gilles, Croix-de-Vie et Saint-Hilaire-de-Riez, la société sportive Océan Sports, englobant tous les sports. Siège social, Croix-de-Vie. (Recueil des actes administratifs)

14/12/1925 : Ecole municipale d'enseignement technique et professionnel des pêches maritimes de Saint-Gilles-Croix-de-Vie : Aider les pêcheurs à exercer fructueusement leur métier, Ecole publique de Croix-de-Vie. (Recueil des actes administratifs)

23/06/1933 : Société de chasse de Saint-Gilles-sur-Vie : Protection et repeuplement du gibier. Siège social : Salle Philharmonique de Saint-Gilles-sur-Vie. (Recueil des actes administratifs)

27/05/1936 : Fondation de l'Aéro-Club du Havre de Vie : Encouragement de la locomotion aérienne, quai de la République, à Croix-de-Vie. (Recueil des actes administratifs)

10/07/1937 : La Diane de Saint-Hilaire-de-Riez. Siège à la mairie. (Recueil des actes administratifs)

26/02/1938 : *Auberge de la Jeunesse « Plein Air »* : Assurer la création et le fonctionnement, à Croix-de-Vie d'une Auberge de Jeunesse destinée aux jeunes gens des deux sexes pour des séjours de courtes durées. Rue de la Broche. (*Recueil des actes administratifs*)

1940 : *Association sportive riezaise*. Siège social à Notre-Dame-de-Riez. Information recueillie auprès de Monsieur Louis Raffin.

Statistiques 2002

A partir des annuaires des associations des communes de Saint-Gilles-Croix-de-Vie et de Saint-Hilaire-de-Riez et de la liste de 7s associations pour Notre-Dame-de-Riez, nous avons établi un classement d'après celui de l'annuaire de Saint-Hilaire-de-Riez.

<i>Associations</i>	Notre-Dame-de-Riez 1615 habitants	St-Gilles-Croix-de-Vie 7024 habitants	St-Hilaire-de-Riez 8898 habitants
sociales	3	13	11
culturelles	5	20	20
économiques		6	8
sportives	3	23	20
scolaires	1	12	5
loisirs	3	12	11
diverses	2	12	16
TOTAL	17	98	91

Six associations sont communes à Saint-Gilles-Croix-de-Vie et Saint-Hilaire-de-Riez, elles ne sont pas comptabilisées dans le tableau.

Le tableau illustre de façon incontestable l'importance de la vie associative du Havre de Vie.



Timbre-poste émis en souvenir du centenaire de la loi 1901

BREVE HISTOIRE DU CLUB NATURE ET CULTURE



Le club Nature et Culture a été créé en décembre 1981. Le 15 décembre 2001, de nombreux adhérents se sont réunis pour fêter ses 20 ans.

A l'occasion de cette manifestation, Bernard Taillé, membre fondateur du Club, président pendant de nombreuses années et toujours membre du bureau en qualité de vice-président, a retracé brièvement l'historique de cette association.

La Rédaction

Tout a commencé par une discussion entre le président de l'Office de Tourisme (Serge Fortineau) et la présidente de la Maison Pour Tous (Alice Cousin en 1981). Serge Fortineau, relayant une demande du Comité Départemental du Tourisme, souhaitait que l'on balise des sentiers de randonnée à Saint-Hilaire-de-Riez. Très vite, nous discutons à trois : Alice Cousin veut des sentiers balisés, Gérard Chusseau voudrait faire de la poésie... et moi de la botanique. Je rédige un projet et cherche un nom : ce sera **NATURE ET CULTURE**, l'idée de départ étant simplement de trouver une rime fédératrice !

Le projet prévoit de très nombreuses activités, dont certaines n'ont jamais vu le jour, comme un musée de l'hippomobile. D'autres ne seront pas réalisées par nous, mais nous avons lancé l'idée : c'est par exemple le parcours CRAPA, appelé parcours santé dans le projet.

La réunion constitutive aura lieu le 10 décembre 1981. Nous sommes une dizaine, dont Roselyne Florence et Martine Deschamps. Très vite se joindront à nous deux autres membres très actifs : Joël Crestois et Gildas Gallet...

Les premières années sont surtout consacrées aux sentiers de randonnées et aux « circuits cyclo-pédestres ». Nous éditons

une première plaquette avec l'Office de Tourisme.

En 1984, est réalisé un premier jardin botanique autour de l'Office de Tourisme, dessiné par Claude Figureau, responsable du *Jardin des Plantes* à Nantes (et qui va devenir membre d'honneur de notre club). Il comprend essentiellement une dune et un marais d'eau douce, ainsi que quelques plantes de milieux divers. L'étiquetage (réalisé à l'époque à la pince DYMO) est déjà celui qui est encore en cours : multilingue et multisen-

Le club se développe régulièrement et, en 1985, nous décidons de quitter la Maison Pour Tous.

En 1987, le maire de l'époque, Henri Michineau, nous offre un terrain à la *Cour de Besse*, récemment acquise par la municipalité. Il est celui du jardin actuel. Pendant plus de 5 ans, nous allons le cultiver. Je suis d'abord seul (les deux premières années), mais plusieurs dizaines de personnes planteront les bégonias au mois de mai, et

une dizaine sera plus ou moins fidèle une matinée par semaine (le mardi matin, je crois). Actuellement, la commission **BOTANIQUE** fait renaître ce jardin.

Il est impossible de résumer les différentes activités du club. Citons simplement :

- les soirées NATURE ET CULTURE (première soirée : La pêche en mer du 16^e siècle à nos jours),
- les soirées NATURE ET TRADITION,
- les soirées POESIE,
- un atelier PEINTURE à la *Cour de Besse* avec Marcel Diard,
- une section **ESPERANTO** avec notamment Martine Deschamps et Jean-François Fallek,
- une commission **ENVIRONNEMENT** avec en particulier Joël Crestois et tout son travail sur la Corniche, Jean-François Fallek avec son action sur les déchets et Renée Braud.

Certaines activités ont pris une importance décisive pour notre club. C'est bien sûr d'abord la **RANDONNEE** qui avec Bernard Crochet et Thérèse Bonal a pris l'extension que l'on connaît : c'est en terme d'adhérents la toute première section de notre club.

Un autre projet s'est concrétisé grâce à Roger Morineau : c'est le **MARAIS SALANT**.

Avec Gérard Chusseau, nous avons édité une revue : La *GORBOÏE*, dans les années 1980, puis beaucoup plus récemment, sur l'initiative de Jacques Baud, alors adjoint à la Culture, nous avons coordonné une activité **HISTOIRE ET PATRIMOINE**.

Les soirées philosophie ont existé d'abord une année en 1986/1987, puis, depuis 1997, sous le nom de **PHILOSOFITURE**... C'est maintenant Nadine Boisseleau qui coordonne cette commission : « *Débats sans prétention autour de sujets « éternels » ou de faits de société* ».

J'ai forcément oublié beaucoup d'aspects, et pas assez développé le rôle de certaines commissions. Mais en conclusion, je crois qu'il faut insister sur le rôle de la commission **COMMUNICATION**. *FLORÉAL*,

notre revue interne, comme son nom « révolutionnaire » l'indique, est né en 19...89. C'est un outil central pour notre club, que fait actuellement « vivre » Jean-Paul Gasté.

Un mot pour notre président actuel. Jean-Paul Bouffet, qui a bien compris que notre club est un moyen au service de l'épanouissement individuel et collectif de ses adhérents. C'est lui qui a eu l'idée de cet anniversaire : qu'il en soit félicité !

Bernard TAILLÉ

Toute l'année les différentes commissions citées sont animées. L'été, le club propose des activités supplémentaires telles que :

Visites guidées à pied :

- *Entre océan et forêt,*
- *A l'ombre des arbres,*
- *Face au large, des Bussoleries à Pilours,*
- *La Pelle à Porteau, rade de la Vie,*
- *Sion, ses falaises, du Chaos à la Grande Dune...*

Visites guidées à vélo :

- *A travers le marais du Lignerion et l'arrière-pays*
- *Avec le facteur dans les années 1950...*

Randonnées pédestres :

- *Entre marais et forêt,*

Jardin botanique :

Visite libre, échange de plantes...

Marais salant :

Le Marais Salant de Riez et sa salorge se visite tous les jours du 15 juin au 15 septembre et hors saison sur rendez-vous pour les groupes.

Notre programme est disponible dans les Offices de Tourisme.

La Rédaction

LE FIEF DES CLOUDIS

Une histoire de familles seigneuriales

Dans le précédent numéro des « Cahiers de Rié », nous avons présenté l'intégralité de l'aveu signé le 16 juin 1749 par le chevalier Jacques Guerry, devenu seigneur du Cloudy, aveu par lequel il rendait « foy et hommage » à Monseigneur le marquis de Pontchartrain. Nous avons commenté le contenu de ce document du XVIII^e siècle.

Dans notre second article nous précisons tout d'abord ce que recouvre réellement l'expression « le fief des Cloudis ». Ensuite nous apportons quelques informations sur les deux familles seigneuriales liées par ce contrat vassalique.

LE FIEF DES CLOUDIS

Le mot fief apparaît au XI^e siècle, issu du bas latin *feudum* ou *féodum* qui donnera au XIV^e siècle l'adjectif féodal et au XVI^e siècle féodalité¹.

Le terme désigne des domaines, c'est-à-dire des terres d'étendue variable et des maisons implantées sur elles, domaines que concède le suzerain à son vassal. En contrepartie le vassal doit verser des rentes au propriétaire suzerain.

Quant au mot Cloudis, il signifierait : un lieu clos.

Le premier aveu qui mentionne ce fief date de 1453. Il se trouve aux Archives départementales de la Vendée, dans le fonds de la Baronnie de Rié (1 E930).

Il mentionne Guyon des Cloudis pour « son hôtel des Cloudis à Notre Dame de Rié ».

En 1516, un aveu conservé aux Archives départementales de Loire-Atlantique (E 980) indique « Jean de Machecoul donne quittance à Ambroise des Cloudis pour acquisition domaine des Cloudis » sise à Saint-Jean-de-Corcoué. Actuellement, il existe toujours sur cette commune un domaine dénommé le *Clody*. Les bâtiments de cette ancienne métairie sont plus importants que ceux de Notre-Dame-de-Riez dont une partie abrite aujourd'hui un gîte rural.

En 1610, un Ambroise est le dernier à porter uniquement son prénom suivi du nom du fief. Il n'a que des filles dont Renée qui se marie à Julien du Chemin. La famille vit au domaine de Saint-Jean-de-Corcoué. La métairie de Notre-Dame-de-Riez est louée à des fermiers.

Le 3 juin 1693, Thérèse et Anne de Bussy, leurs petites-filles, vendent à « Alexis Le Gascoing, escuyer seigneur du Chesnet, demeurant dans sa maison noble de la Bourderie paroisse de Chateau Neuf » leur fief de Notre-Dame-de-Riez qui était resté dans la famille durant près de deux siècles et demi. Ce domaine se compose d'une « maison noble et d'une métairie noble » et « ce qui peut en dépendre dans les paroisses de Notre Dame de Ryé, Saint Hilaire et Croix de Vie ». Le fermier qui occupe les lieux est le sieur Descombe Petitgars.

Par acte du 27 avril 1725, dame Anne Louise Le Gascoing² qui hérite du fief suite au décès de son père dicte à son notaire le **dénombrement** de ses biens indiquant les revenus qu'elle en tire. C'est à Jérôme Phélypeaux, marquis de Pontchartrain, qui est devenu en 1715 seigneur de *l'isle de Rié* qu'est destiné cet acte de dénombrement.

¹ Informations étymologiques fournies par le Petit Robert.

² Voir *Les Cahiers de Rié*, n°6 page 10.

Le dénombrement

Ce dénombrement mentionne :

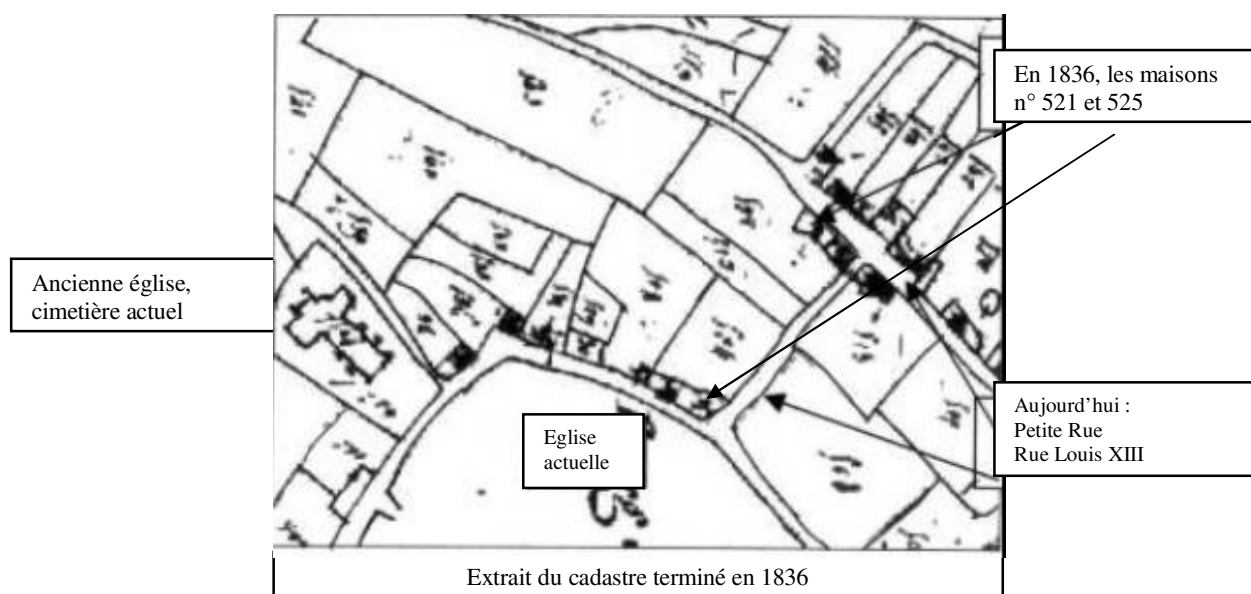
« Premièrement, le lieu **une maison** de ma ligence³ assise au bourg de Notre Dame de Riez tenant d'une part à la maison des héritiers de feu Messire Jean Billet, d'autre à la maison de Laurence Michon et d'autre aux petites rues.... »

Le cadastre dit de 1830 nous indique deux habitations (n° 521 et 525) susceptibles d'être ce logis noble du fief des Cloudis dont avait hérité en 1745 Jacques Guerry, neveu d'Anne Louise Le Gascoing. Au moment où le cadastre est établi c'est Madame Rose Guerry épouse d'un Boux de Casson qui en est propriétaire.

- sur la commune de Notre-Dame-de-Riez : *Chantreau, Simon, Chaumes, Gué au Roux, Les Landes, Faubretière...* ;

- sur celle de Saint-Hilaire-de-Riez : *Tounilles, Grollier, Chaussée, Guittière, Mattes, Loisson...* ainsi que des noms de marais salants tels que *Gast, Rocher, Rejasse...* toujours présents.

A Croix-de-Vie, il est déclaré « *une boisselée demie de terre franche... tenant d'une part au chemin par où l'on va et vient des marais de la Motte à la mer et d'autre à l'entrée du havre, une fontaine entredeux enclose...* ».



Aujourd'hui la maison numéro 521 a disparu et a été remplacée par une autre construction. Toutefois une rue porte toujours le nom de *Petite Rue*.

Sur ce domaine on y trouvait : « *blesd, poullaile, terrage de blesd, mils, auls, oignons, potage, lins et chanvre et complants de vigne...homage service... basse justice et juridiction, bians et four...* ».

L'acte nous indique le détail de toutes les parcelles qui composent le domaine soit 70 articles. Après la mention *les métairies du Cloudis et de Gastine* suit une liste de parcelles dont on retrouve encore quelques noms :

Ses revenus

Dans l'acte, Anne Louise Le Gascoing déclare le montant global du revenu que lui procure son domaine : « *lesquelles choses peuvent bien valloir cent cinquante livres de rante ou environ* », puis le détail des rentes de chaque parcelle.

Ces revenus sont de deux types : des revenus financiers et des revenus agraires.

Le calendrier du versement de ces revenus se calque sur les fêtes religieuses :

- « *chascune de Pasques huit sols et six deniers a bonnoi,*

- *item à la feste de Saint Jean Baptiste douze sols huit deniers oboles* »,

³ Maison où le vassal recevait son suzerain.

et aussi à la Saint Jean, Notre-Dame en août, Saint Michel, Saint Gilles, Saint Nicolas.

Le système monétaire en usage dans le royaume de France au XVII^e siècle apparaît dans ces citations. Le sou ou sol, le denier, l'obole et la livre en constituent les bases.

L'obole est une espèce monétaire valant la moitié d'un denier.

Le sou (du latin solidus) est une unité monétaire qui vaut 12 deniers. Le sou devient une espèce réelle à partir du XVIII^e siècle.

La livre est une monnaie de compte équivalent à 20 sous ou 240 deniers.

A ces revenus financiers s'ajoutent des revenus agricoles versés eux aussi lors des fêtes religieuses qui ponctuent la vie de la communauté rurale :

- « *A la Toussaint quatre livres, 4 chappons et 3 gellines* » (poules de petite taille),
- *A la Noël 72 chappons et 12 gellines,*
- *A la Caresme 10 gellines,*
- *A Noël et Saint Michel par moitié huit livres de cire ».*

Pour la tenue du fief *Mazurie* il est dû au propriétaire : « *six boisseaux de bled luzerne froment* ». Le boisseau est une unité de mesure des grains (environ 13 litres).

Dame Anne Louise Le Gascoing reçoit également :

- des « *Martin du Fenouiller sur leur marais de Boursaud deux sacs de sel* »,
- de « *Nicolas Boutet sur son marais de Boursaud un sacq* »,
- de « *Jean Tel sur son marais Joubert six sacs de sel* ».

Ce type de dénombrement contient des informations précieuses pour l'histoire économique et sociale de la région de la période. Dans le cas présent la production végétale est variée : blé, luzerne, froment, avoine. Elle est complétée comme presque toujours par un petit élevage de basse-cour qui fournit de la volaille (chapons, gelines). La production de sel est une activité spécifique à ce terroir littoral et source de richesse complémentaire. Mais il ne faut pas oublier que ces impositions sont fixes et ne sont pas revues à la baisse lorsque la production est

sinistrée du fait d'accidents météorologiques ou de violences guerrières.

DEUX FAMILLES SEIGNEURIALES

1) Les Phélypeaux de Pontchartrain une noblesse de cour non-résidente étrangère à la vie locale.

Cette grande lignée a la particularité d'avoir participé aux destinées du royaume de France et de notre région par l'achat de la baronnie de Rié le 23 juillet 1715 par Jérôme Phélypeaux, marquis de Pontchartrain. Le jeune historien Thomas Gisbert⁴ fait remonter au temps du Moyen-Age les origines de la dynastie.

Les pères fondateurs sont **Jean Le Picard** et son fils prénommé Philippeau. En 1297, Jean le Picard était garde du sceau du comté de Blois. L'arrière-petit-fils de Philippeau, Louis de la Vrilllette, épouse en 1567 Radegonde de Barrault qui lui donne un fils Paul.

Paul Phélypeaux de Pontchartrain (1569-1621) est le fondateur de la lignée de Pontchartrain par son mariage avec Anne de Beauharnais. Il est nommé, en 1610, secrétaire d'Etat par Marie de Médicis. Il se signale surtout par un zèle ardent contre les huguenots. De son union avec Anne, naît Louis, Sieur de Pontchartrain et comte.

Louis I Phélypeaux exerce la charge de président de la chambre des comptes en 1650 sous Louis XIV. De son union en 1639 avec Marie Suzanne Talon, d'une grande famille parlementaire, naissent 9 enfants dont Louis II.

Louis II (1643-1727) épouse, en 1668, Marie de Maupeou issue de la noblesse de robe, dont il aura un fils unique, Jérôme, né en 1674.

Louis devient en 1677, sous Louis XIV, le premier président du Parlement de Bretagne. Il succède au marquis de Seignelay comme contrôleur général des finances. En 1699, il devient chancelier. « *C'étoit, dit Saint-Simon, un très-petit homme maigre, avec une physionomie d'où sortoient sans*

⁴Thomas Gisbert : *Bouin*, tome II, 2001

cesse des étincelles de feu et d'esprit et qui tenoit encore beaucoup plus qu'elle ne promettoit. Jamais tant de promptitude à comprendre, tant de légèreté et d'agrément dans la conversation, tant de justesse et de vivacité dans les réparties, tant de facilité et de solidité dans le travail, tant d'expédition, tant de subite connoissance des hommes, ni plus de tour à les prendre. Avec ces qualités, une simplicité éclairée et une sage gaieté surnageoient à tout et le rendoient charmant en riens et en affaires. »

Ce ministre aimait les lettres et les lettrés. Ami de Boileau et de Saint Simon, Louis soutient la cause du poète Jean-Baptiste Rousseau (1671-1741) pour éviter son bannissement du royaume de France.

En 1714, après le vif chagrin qu'il éprouve au décès de sa femme, il se démet de ses fonctions. Il se retire dans son château de Pontchartrain-en-Jouais près de Chevreuse où il décède le 22 décembre 1727. Il est inhumé à Paris à Saint-Germain-l'Auxerrois.

Son fils, Jérôme Phélypeaux de Pontchartrain (1674-1747), futur baron de Rié, que l'on destinait à l'église lui succède. Mais *« la petite vérole qui le rendit borgne, le prédisposa peu à être un digne ministre du Tout Puissant »*. (Thomas Gisbert)

En 1693, sous Louis XIV, son père l'appelle *« aux affaires »* pour le former à ses futures fonctions.

En 1699, il lui succède comme ministre de la Marine et de la Maison du roi. Il commet toutes sortes de déprédations, et se signale par son incapacité, sa rapacité et son avarice. Il se fait un grand nombre d'ennemis par ses médisances ; mais il sait conserver la faveur du roi, dit Saint-Simon, *« par l'amusement malicieux des délations de Paris, qui étoit de son département »*.

En premières noces, il épouse Eléonore de la Rochefoucauld et, en 1713, Hélène Angélique de l'Aubespine. Cette même année, il achète le château de Palluau en Vendée et obtient du vieux roi Louis XIV le droit de se constituer une baronnie en achetant l'île de Bouin en 1714.

En 1715, Jérôme Phélypeaux, marquis de Pontchartrain, achète la baronnie de Rié. Il est également comte de Palluau, baron des isles de Bouin, seigneur de Falleron, Froidfond ... en Vendée.



Jérôme Phélypeaux

Cette même année, le roi meurt. Jérôme est vivement attaqué au conseil de Régence, où il siège quelque temps et où *« sa seule fonction était de moucher les bougies »*, dit Saint-Simon. Il est accusé d'avoir ruiné la Marine et de s'être enrichi aux dépens de l'Etat. Le Régent lui ordonne de se démettre de ses charges qui sont attribuées à son fils Jean Frédéric, comte de Maurepas, né de sa première union.

Jean-Frédéric Phélypeaux (1707-1781), comte de Maurepas, secrétaire d'Etat, membre du Bureau de Commerce, président et ministre de la Marine et des Colonies, ministre des Finances sous Louis XVI, favorise l'avancement de la science dans ses applications à la navigation.

Paul-Jérôme Phélypeaux, frère du précédent, hérite de la Baronnie de Rié en 1741. Il l'a vend le 23 février 1767 à François Sylvestre du Chaffault, seigneur de la Guignardièrre à Avrillé en Vendée.

Dans un acte notarié de 1751, Paul Jérôme est dit *comte de Palluau, baron des isles de Bouin, seigneur de Falleron*,

Froidfond et autres lieux, lieutenant général des armées du Roy et de sa province Daulny, et inspecteur général de la cavalerie et des dragons de France, demeurant à Paris, rue de l'Université, paroisse Saint Sulpice.

2) Les Le Gascoing et leurs descendants propriétaires des Cloudis

Alexis Le Gascoing, demeurant à Châteauneuf près de Challans, achète les *Cloudis* en 1693.

Anne Louise Le Gascoing, fille du précédent, hérite des Cloudis et laisse comme héritier de ce fief son neveu **Jacques Guerri**. Il prend le titre de seigneur du Cloudy.

Ce dernier est issu d'une grande famille du Poitou. Son père est Alexis de la Jarrie et sa mère Marie Anne Le Gascoing, sœur d'Anne Louise.

Jacques Guerri du Cloudy épouse en 1742 Marie Gabrielle Elisabeth Massé, dame de la Vergne à Saint-Révérend (Vendée). Le couple vit dans son domaine de la Vergne. Plusieurs descendants se font remarquer durant les guerres de Vendée dont :

- Guerri du Cloudy, fusillé à Challans,
- Guerri de la Vergne, déporté à Cayenne,
- Guerri de la Fortinière (sur la paroisse de la Barre de Monts) qui se marie en 1795 et ne fait plus parler de lui.

En 1801, **Rose Guerri de la Vergne**, petite-fille de Jacques Guerri du Cloudy, épouse **François Arnaud Boux de Casson** dont la famille est originaire de Saint-Hilaire-de-Loulay et de Saint-Aubin-des-Ormeaux en Vendée puis de Casson en Loire-Atlantique. Le couple hérite entre autres du fief des Cloudis.

Un de leurs fils, Armand, habite le château de la Vérie à Challans. En 1848, Olivier Boux de Casson est élu maire de Challans et conseiller général de la Vendée.

En 1936, un des descendants, François Boux de Casson devient député de l'arrondissement des Sables d'Olonne. Inquiété en 1945 suite à ses engagements vichyssois, il sera par la suite réélu conseiller général de Vendée et conseiller municipal de Challans.

Un autre descendant, **Robert Boux de Casson** était célibataire et propriétaire du Cloudy. A son décès, ce sont des neveux qui héritent de ses biens. La ferme du Cloudy revient à **M. le comte et Madame la comtesse de Lorgeril** demeurant au château de La Lande à Saint-Hilaire-de-Loulay.

CONCLUSION

Le Cloudy (orthographe actuelle) durant la deuxième moitié du XX^e siècle

Madame veuve Alice Raffin assistée d'un cousin, Louis Raffin, témoignent.

« En 1949, j'ai épousé Maurice Raffin qui exploitait avec ses parents la ferme du Cloudy.

Vers 1930, mes beaux-parents ont affermé (loué) le Cloudy dont le propriétaire était Robert Boux de Casson. Avant de venir à Notre-Dame-de-Riez, ils étaient à la ferme du Grand-Bois à Saint-Hilaire-de-Riez. .

Mon mari et moi sommes restés au Cloudy jusqu'à notre retraite.

Autrefois la ferme était composée principalement de deux bâtiments disposés en L comme le montre le cadastre de 1836.

Lorsque mes beaux-parents sont arrivés, il ne restait qu'un bâtiment, celui qui existe encore, situé perpendiculairement à la route de Commequiers. C'est dans cette partie qu'ils ont aménagé. L'autre partie a été démolie au tout début du siècle dernier (Il reste juste un petit « toit »).

Puis en 1948/1949 le propriétaire fait construire une nouvelle habitation que nous pouvons occuper après notre mariage. La partie ancienne servait de remise. Une grange date aussi de 1900.

En 1957, le bail de fermage signé avec les nouveaux propriétaires stipule que nous devons régler en deux fois, les 29 mars et 29 septembre, la valeur de :

- 31 quintaux de blé froment de qualité loyale et marchande,

- 770 kg de viande de bœuf, 2^e qualité, poids vif.

Cela représentait à l'époque 215 500 francs (anciens).

En 1961, le bail fut modifié : 26 quintaux au lieu de 31 mais nous devions payer les impôts fonciers et donner au propriétaire, aux époques qui conviendraient le mieux : 10 canards de bonne qualité et 9 kilogrammes de beurre.

Actuellement la ferme appartient à monsieur et madame Guy Couton, mais des ter-

res restent encore louées par la famille Lorguil ».

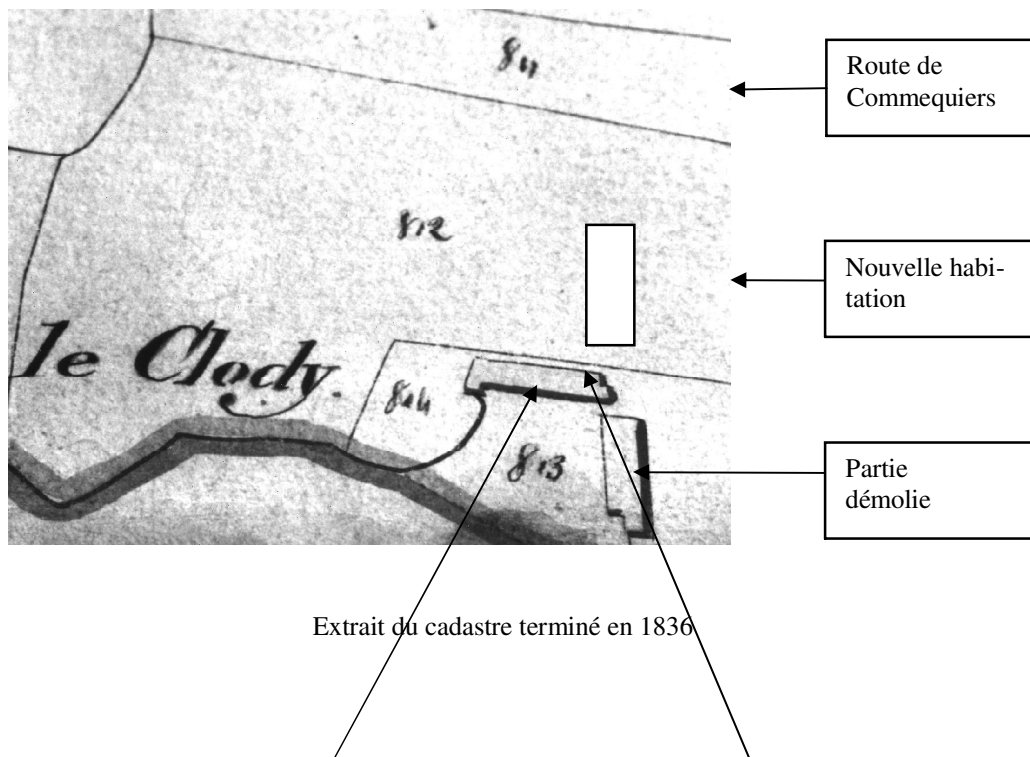
**Colette GENGOUX et
Pierre-Philippe COLLART**

Bibliographie

Archives de Vendée et de Loire Atlantique

Le Petit Larousse illustré, 1875

Thomas Gisbert : *Bouin*, tome II, 2001



Façades du bâtiment existant - Clichés 2002 de Louis Raffin

LES OBLIGATIONS MILITAIRES

Le tirage au sort

Depuis des siècles, la France recrute une armée. Mais quels écarts entre l'ost d'autrefois et l'armée des dernières décennies, entre une armée constituée en grande partie de conscrits et une armée de métier.

Ainsi en 1804 la désignation du conscrit pour l'obligation d'un service militaire, est effectuée par un tirage au sort. En effet, les besoins étant inférieurs au nombre de jeunes d'une classe d'âge, tous n'étaient pas appelés.

Nous avons lu dans un acte notarié de 1827, comment 4 familles de Saint-Hilaire-de-Riez ont constitué une « bourse » pour les conscrits qui seront désignés par le tirage au sort pour effectuer les obligations de service militaire.

*Mais avant cette date, comment l'armée était-elle constituée ? Nous avons jugé intéressant de rap-
peler succinctement les obligations des sujets et citoyens, ainsi que l'organisation militaire nécessaire
aux intérêts du pays et de la nation.*

SOUS L'ANCIEN REGIME

Vers 1220, les premières formations armées furent les milices, constituées d'appelés qui doivent au roi un « service militaire » et qui sont chargées de la police et de la défense des « communes ». Cette armée naissante se distinguera à la bataille de Bouvines en 1304.

Ces milices communales sont remplacées par les compagnies des « Francs archers ». Chaque paroisse ou groupe de cinquante feux est tenu de fournir un archer armé et équipé.

En 1534, François 1^{er} remplace les francs-archers par les « légions provinciales » comprenant 6 000 hommes, dont le recrutement se fera par enrôlement volontaire.

Les guerres de Louis XIV nécessitant l'engagement de plus en plus d'hommes, le manque de volontaires nécessite un recrutement régional pour un service obligatoire. La désignation est effectuée par un tirage au sort (billet blanc ou noir), la durée du service est de deux ans, et bientôt portée à 8 ans sous Louis XV.

Un service de surveillance des côtes est dévolu à la « **milice** », sous l'autorité des « Intendants du militaire », et les provinces devaient lever suivant les besoins un certain contingent de miliciens tirés au sort. Cette obligation de service dans la milice fit l'objet de demandes de suppression dans les cahiers de doléances envoyés aux États Généraux de 1789.

SOUS LA REVOLUTION

Le décret du 25 août 1793 de la Convention stipule que **tous les Français** sont en **réquisition permanente**. La Patrie étant déclarée « en danger », la levée de 300 000 hommes dans les communes pour l'armée serait une des raisons du soulèvement vendéen de 1793.

SOUS LE 1^{er} EMPIRE ET LA RESTAURATION

Les besoins en hommes pour les guerres napoléoniennes obligent les conscrits (tirés au sort par numéro) à effectuer un service militaire de 5 ans, qui sera prolongé à 6 ans sous la Restauration (loi Gouvion Saint Cyr 1818).

C'est dans ce contexte que l'acte notarié de 4 familles de Saint-Hilaire-de-Riez a été établi en 1827.

UN ACTE NOTARIE

L'acte du 17 juin 1827 est rédigé ainsi :

Devant Deausse notaire à la résidence de Croix-de-Vie département de la Vendée et son collègue soussigné.

Furent présents :

1° **Jean Couton** cultivateur demeurant au **Champ Gaillard**.

2° **Jean Guyon** cultivateur demeurant au **Pré aux Bœufs**.

3° **Pierre Fortin**, cultivateur demeurant à la **Porte de Besse**.

4° **Nicolas Rivalin**, cultivateur demeurant à la **Porte de Besse**, tous en la commune de Saint-Hilaire-de-Riez.

*Lesquels ont dit que les Sieurs Louis Couton, Pierre Guyon et Nicolas Rivalin leur fils, étant, ainsi que le dit Pierre Fortin l'un des **comparants de la présente conscription dont le tirage au sort doit avoir lieu à Saint Gilles le dix-neuf de ce mois.***

Sont convenus de déposer chacun une somme de deux cents cinquante francs formant une bourse commune de la somme de mille francs,

laquelle dite somme sera distribuée en totalité à celui ou ceux qui tomberont au sort pour être distribuée par égale portion entre ces derniers, aussitôt que le sort sera connu certain à laquelle époque chacune des parties s'oblige et s'engage de verser la dite somme de deux cinquante francs mentionnée ci-dessus.

Il est expressément convenu entre les parties que :

si un ou deux des dits conscrits venaient à être retenus pour la réserve et qu'il y en eut de désigné de suite pour être bon à partir,

que dans le cas où l'un des deux ou tous ensembles désignés pour la réserve, s'ils venaient à être appelés et mis en disponibilité,

celui ou ceux qui auraient profité de la dite somme seraient obligés de rembourser, soit la moitié, le tiers ou le quart de la dite somme, le tout en raison du nombre de ceux qui seront désignés et regardés comme bons à partir.

Si aucun n'est désigné à cet effet chacun gardera son argent ainsi que de droit.

Pour l'exécution des présentes les parties font élection de domicile en l'étude de Me Deausse l'un des notaires soussignés Dont acte.

Fait et passé à Croix-de-Vie étude et au rapport de Me Deausse ce jour dix sept juin mil huit cent vingt-sept sous les seings des sieurs Couton, Guyon, Fortin et ceux des notaires.

Seulement le dit Rivalin ayant déclaré ne savoir signer de ce requis après lecture faite, sept mots nuls.

Couton

Guyon

Fortin

Renaud Not^{re}.

Deausse

Cette bourse était créée pour venir en aide à ceux qui avaient tiré le « mauvais numéro ». En 1827 la durée du service militaire était de 6 ans. La solde touchée par les conscrits n'était pas très élevée. Cette bourse permettait à ces derniers de rentrer chez eux si l'éloignement le permettait et de pallier à quelques dépenses nécessaires.

LE TIRAGE AU SORT (après 1804)

Dans chaque commune, un **recensement des jeunes gens ayant atteint l'âge de 20 ans** au 31 décembre de l'année en cours (classe d'âge) est effectué. Tous les ans en général au mois de janvier, l'autorité civile procède à **l'opération du tirage au sort effectué en public**.

Les futurs conscrits sont appelés dans l'ordre d'inscription, et tirent un numéro dans une urne. Le numéro tiré sera rangé dans l'ordre de sortie sur une « table » spéciale⁵ ; ceux ayant eu un petit numéro seront exonérés de service.

En fonction des différentes lois en cours, il était possible de se faire remplacer en payant un remplaçant qui avait tiré un « bon numéro » ou d'être exonéré par l'acquittement d'une taxation destinée à financer les primes et retraites versées aux engagés.



Tirage au sort conscription 1844.

Le numéro tiré était placé sur le devant du chapeau.

Le « bon pour le service », après le conseil de révision, faisait l'objet de fêtes, voire de beuveries et bagarres.

Ci-contre, avis du tirage au sort de la classe 1898.

Extrait des annonces judiciaires et légales du journal :

*« LA VENDEE REPUBLICAINE »,
n°650 du samedi 7 janvier 1899.*

*Ce journal se définit comme l'Organe des
Comités Républicains de l'arrondissement des
Sables-d'Olonne.*

Prix du n° : 10 centimes

On trouve le journal :

.....

à Croix de Vie chez M. PIVOIN, libraire.

.....

Tirage au sort

Les opérations du tirage au sort de la classe 1898 s'effectueront en Vendée, dans chaque chef-lieu de canton, du 23 janvier prochain au 7 février inclus, savoir :

Arrondissement des Sables-d'Olonne

La Mothe-Achard, lundi 23 janv., à 8 h. 1/2.
Les Sables-d'Olonne, mardi 24, à 9 heures.
Île-d'Yeu, jeudi 26, à 10 heures.
Palluau, lundi 30, à 10 h. 1/2.
Challans, mardi 31, à 8 h. 1/2.
St-Jean-de-Monts, le même jour, à 8 heures.
Beauvoir, mercredi 1^{er} février, à 8 h. 1/2.
Noirmoutier, jeudi 2, à 9 h. 1/2.
St-Gilles-sur-Vie, vendredi 3, à 8 h. 1/2.
Talmont, mardi 7, à 8 h. 1/2.
Montiers-le-Mauxfaits, même jour, à 2 h. 1/2.

⁵ Voir illustration page 21.

LES PRINCIPALES MODIFICATIONS DE LA DUREE DU SERVICE

L'idée de faire participer les forces vives de la nation à l'effort de défense remonte à un décret (25 août 1793) de la **Convention** sur la « **levée en masse** », (la Nation étant en danger) qui stipule que tous les Français sont en **réquisition permanente** pour effectuer le service armé, **sans limitation de durée et d'indication d'âge**.

La **notion d'âge** fait son apparition avec la loi Jourdan (5 septembre 1798), la conscription touchant alors tous les **jeunes gens de 21 ans**.

Le **service national a pris fin** sous sa forme traditionnelle en **2001**.

Date	Loi	Durée	Age	Recrutement	Exonération	Observations
25/8/1793	Décret de la Convention	Sans limite de durée	Pas de limite d'âge	Réquisition permanente	Aucune	Décret concernant la « Patrie en danger »
05/9/1798	Jourdan	Sans limite de durée	21 ans	Réquisition permanente	Aucune	
01/01/1804		5 ans	21 ans	Tirage au sort	Remplacement possible par un jeune mobilisable, contre une « bourse »	Montant de la bourse faisant l'objet d'une « négociation »
18/03/1818	Gouvion Saint Cyr	6 ans	21 ans	Tirage au sort	Remplacement possible	Versement d'une « bourse »
21/03/1832		7 ans	21 ans	Tirage au sort 80 000 jeunes	Remplacement possible	Versement d'une « bourse »
01/01/1855		7 ans	21 ans	Tirage au sort	Remplacement impossible	Exonération possible avec paiement de 2 500 F.
01/02/1868	Niel	5 ans	21 ans	Tirage au sort pour la moitié d'une classe d'âge	Remplacement possible	im- La seconde moitié de la classe d'âge effectuant 6 mois de service.
27/07/1872	Thiers	5 ans		Une fraction de la classe est tirée au sort	Remplacement possible	im- L'autre fraction effectue un service de 1 à 4 ans
21/03/1905	III ^e République	2 ans		Pour toute la classe d'âge	Pas de remplacement	
01/01/1913	III ^e République	3 ans		Toute la classe d'âge	Pas de remplacement	Menace de guerre avec l'Empire d'Allemagne
À partir de 1920	III ^e République	1 an	20 ans	Toute la classe d'âge	Pas de remplacement	
A partir de 1950	IV ^e République	1 ½ ans	20 ans	Toute la classe d'âge	Pas de remplacement	Jusqu'à 30 mois pendant la guerre d'Algérie
A partir de 1970	V ^e République	1 an				Service National
A partir de 1992	V ^e République	10 mois				

La loi de 1997 remplace le service national par « **un appel de préparation à la défense** » obligatoire, d'une période de quelques jours avant l'âge de **18 ans pour toutes les Françaises et tous les Français**.

LA NOSTALGIE ?

L'obligation de service militaire était souvent mal perçue par les futurs conscrits, cette obligation se soldait par un sacrifice financier (l'appelé ne percevait qu'une petite rémunération « le prêt ») ainsi qu'une perte de temps : le mariage se faisant en général qu'après la fin du service, quelquefois le futur appelé voulant entrer dans la vie active avant l'appel, ne trouvait pas d'emploi s'il n'avait pas « **fait son régiment** ».

Cependant, le conseil de révision était considéré comme un passage « initiatique » de l'adolescence à l'âge adulte, en effet, sur les drapeaux, médailles et autres plaquettes affichées ostensiblement par les conscrits, on pouvait lire : « **Bon pour le service** » voire « **bon pour les femmes** ».

Un jeune homme qui naguère était « refusé » au conseil de révision était suspecté d'avoir des « défaillances » de virilité.

Le passage des conscrits dans les différentes armées, surtout pendant les classes, permettait un brassage des différents milieux de la population, en faisant vivre ensemble pendant un certain temps des paysans, des jeunes venant du monde ouvrier, ainsi que des étudiants, issus souvent de la bourgeoisie.

Chacun se remémore les bons souvenirs « **du régiment** » qui était aussi le temps de la jeunesse. Chaque année, un certain nombre d'anciens d'une classe d'âge (l'année du conseil de révision qui se faisait à l'âge de 20 ans) se retrouvent avec leur épouse autour d'un banquet.

Jacques BOSI

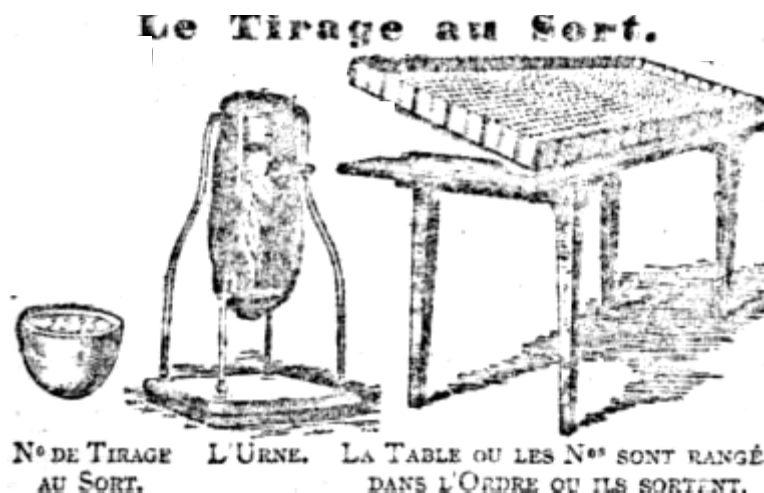
Bibliographie :

Archives Départementales de la Vendée : actes notariés

Revue Généalogie n°80

L'Almanach du Drapeau 1900

Gé Magazine n° 143



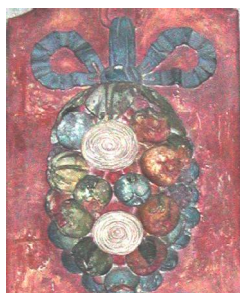
LES RETABLES DE L'ÉGLISE DE SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ

Rendre la culture accessible au grand public n'est pas chose aisée. Cela est encore plus difficile lorsque l'inspiration artistique est religieuse. Si l'on avait écouté Jules Ferry qui voulait rendre obligatoire l'enseignement des religions à l'école publique, peut-être cette tâche eut-elle été facilitée ? En présence des retables de l'église de Saint-Hilaire-de-Riez, combien de personnes ont saisi, à travers les symboles utilisés, les messages qu'ils veulent traduire ?

Le retable : un panneau

Dès l'entrée dans l'église Saint Hilaire, le regard du visiteur est attiré par un grand panneau aux couleurs vives dressé au-dessus du maître-autel. En s'avancant dans l'édifice, il en découvre deux autres, un de chaque côté au-dessus des autels du transept. Ce sont les *retables*.

Des retables baroques



Leurs formes tourmentées, leur riche ornementation où brillent les dorures, l'abondance du décor, fruits et fleurs variés, guirlandes, angelots joufflus... retiennent l'attention. Le mot *baroque* a été utilisé pour qualifier la bizarrerie, l'étrangeté, l'excentricité typique de ce style si particulier. (ci-contre, détails d'un retable de St-Hilaire-de-Riez)



Des vestiges du XVII^e siècle

En 1857, on construisit trois nefs néogothiques pour agrandir l'église. Fort heureusement, cette grosse transformation respecta le clocher de l'édifice d'alors (datant de 1609 comme l'atteste un écusson millésimé au sommet d'un contrefort) ainsi que les trois retables de la deuxième moitié du XVII^e siècle qui ornaient l'intérieur.



Un enseignement visuel

A travers le baroque, l'Eglise romaine a voulu marquer sa différence et réaffirmer le message catholique face à la réforme protestante. Elle a utilisé ce style pour transmettre son enseignement par une figuration accessible et merveilleuse.

Par une démarche opposée à celle des Protestants, les Jésuites qui influençaient alors fortement l'art catholique estimaient en effet que le chemin qui mène à Dieu passait aussi par l'émotion des sens et revendiquaient le faste que les Protestants rejetaient.

Sous la rassurante présence des Saints protecteurs, le retable créa un nouveau cadre pour une liturgie⁶ renouvelée.

⁶ Ordre des cérémonies et des prières.

Des symboles à décrypter

Chaque retable donne un spectacle symbolique selon trois niveaux de lecture :

- en haut, l'image de Dieu,
- au milieu, une toile ou une statue illustre un thème : dans le chœur, généralement un épisode de la vie du Christ, les retables du transept sont plutôt orientés vers le culte de la Vierge (rosaire, annonciation...) ou des Saints,
- en bas, la contre-table et le tabernacle accompagnent le retable afin que toute vénération soit reportée sur le Christ.

La communion des Saints est signifiée par la présence de nombreuses statues. Les motifs décoratifs sont ceux de la vie habituelle ; la vigne qui réjouit le cœur de l'homme, les oiseaux qui trouvent leur subsistance dans la nature... « une manière peut-être de prendre en compte la recherche d'un art de vivre des humanistes et particulièrement des épicuriens pour leur signifier qu'il existe un autre monde où règne le vrai bonheur. Le retable invite tout homme et particulièrement l'humaniste à entrer dans ce monde en ouvrant sa vie à Dieu, en acceptant le cheminement quotidien pour l'accueillir et à se préparer au face à face où tout règnera en plénitude »⁷.

Quelques repères historiques

Les déficiences morales et religieuses de certains éléments du clergé, au début du XVI^e siècle, avaient amené Luther à proposer une réforme. Ces idées furent introduites en France par Calvin sous François I^{er} qui d'abord les toléra puis les réprima. Le massacre de Protestants à Wassy en 1562 par le duc de Guise déclencha les guerres dites de religion. Elles s'étendirent au littoral poitevin à partir de 1565. La plupart des églises de la région furent alors détruites.

Marqués par la Saint-Barthélemy, les assassinats du duc de Guise et d'Henri III, les troubles s'apaisèrent avec l'Edit de Nantes en 1598.

Quelques années plus tard, en 1608, Richelieu fut nommé évêque de Luçon. Il n'y avait pas eu d'évêque depuis quarante ans⁸. Dans ce diocèse, la situation est lamentable.

Ce prélat, qui plus tard deviendra célèbre, montre ses qualités d'organisateur. Il reprit en main le diocèse et l'encouragea à relever ses ruines. Dans cet élan de renouveau, la paroisse Saint Hilaire reconstruisit son église en 1609.

La campagne de Louis XIII en 1622 qui mit en fuite le seigneur de Rohan Soubise à Rié fut un épisode tardif qui épargna cette nouvelle église.

A la fin du XVI^e siècle, sous l'influence des Seigneurs, (en particulier de la famille de Rohan, puissante dans la région puisque le château de la Garnache lui appartenait), un tiers des habitants du Poitou était acquis aux idées répandues par la Réforme.

Le contexte religieux⁹

Les Protestants affirmaient la souveraineté absolue et exclusive de Dieu, et l'Écriture (la Bible) comme norme unique de la foi. Ils voulaient supprimer les vœux des moines et le célibat des prêtres, et instaurer le culte en langue vulgaire en s'adressant à Dieu seul. Ils voulaient marquer leur volonté d'austérité et de pureté par la suppression des ornements. Seule devait demeurer l'interprétation sévère et dépouillée de la Bible. Plus de cultes particuliers dédiés à certains saints ; plus de coutumes ou relents de paganisme, mais un retour à la simplicité biblique dans les offices comme dans les arts religieux.

⁷ O. Crestois, *Les retables baroques. Catéchèse de la Contre-Réforme. Un exemple, St-Hilaire-de-Riez*. Université de Lyon, 1992

⁸ Pichard du Page F. & Gondinet G., *Histoire des Vendéens*. Paris, Nathan, 1982, p.232

⁹ D'après une étude sur le Protestantisme en Vendée de Jacques NIVOLON du Cercle de Recherche sur l'Histoire et le Patrimoine.

Face aux idées protestantes, l'Eglise catholique réunit le concile¹⁰ de Trente (1545 à 1563) pour définir sa position.

Ce dernier restaura la discipline dans l'Eglise romaine et réaffirma :

- la foi en Dieu, Trinité : Père, Fils et Esprit,
 - la présence réelle du Christ dans le Saint-Sacrement,
 - la place éminente de la Vierge et la légitimité du culte des saints,
 - la fonction du Pape et des évêques au service des Vérités de la foi,
- et légittima la hiérarchie et ses liens avec la royauté.

Dans la réalité, plus qu'une guerre d'idées dite de religion, ce fut une lutte pour le Pouvoir.

Le baroque, un art nouveau

Le baroque, art d'imagination et de contraste, est né à Rome au XVI^e siècle. Il se répandit ensuite à l'Italie, à la Bohême, à l'Autriche, à l'Allemagne, à la France, à l'Espagne et de là à l'Amérique du Sud.

Il se développa au XVII^e siècle sur la base d'un différend religieux. Art nouveau fait de détails et d'ornements hétérogènes, il crée un vertige dans lequel l'œil se perd avant de voir, en haut, briller la croix. Il émerveillait les milieux simples et se prêtait bien à une imagerie familière pour émouvoir et parler aux sensibilités les plus diverses de l'époque.

Le baroque présente trois caractères constants¹¹ :

le dynamisme qui substitue aux harmonies du repos (c'est-à-dire les formes qui pèsent) les intensités de l'agitation (ou formes qui s'envolent),

la profondeur de champ qui creuse les reliefs, ramasse les ombres et semble doter les structures architectoniques d'une nouvelle dimension,

le sens du pittoresque qui introduit dans l'architecture des éléments chromatiques et même lyriques jouant avec la lumière sur les registres les plus variés de la fantaisie, la désagrégeant, la faisant vibrer et chanter.

Les retables de Saint-Hilaire-de-Riez

Le maître-retable ou retable majeur (dans le fond du chœur).

Construit en 1650, sous la Régence précédant le règne de Louis XIV, et rénové récemment, il est décoré d'une toile représentant une descente de Croix.

On sait, depuis près de dix ans¹², que ce tableau est une copie d'une œuvre de Jean Jouvenet, datée de 1697, visible au Louvre (et non d'un Rubens comme on l'affirme encore). Cette reproduction est inversée par rapport à l'original car elle a été faite à partir d'une gravure. La récente restauration n'a pas permis de déceler l'auteur de ce travail.

Le mouvement des personnages contraste avec le corps inanimé du Christ.

L'emploi de la technique du clair-obscur fait ressortir le linceul irradié de lumière qui nous annonce la résurrection, une manière de montrer le caractère divin de Jésus.

La descente de Croix rappelant la passion du Christ veut donner sens et espérance aux souffrances quotidiennes et à la mort si présente à cette époque difficile.

¹⁰ Réunion de tous les évêques.

¹¹ Colloque de Pontigny, 1931, *Histoire universelle de l'art*, Larousse, vol.8.

¹² O. Crestois, *Les retables baroques. Catéchèse de la Contre-Réforme. Un exemple, St-Hilaire-de-Riez*. Université de Lyon. 1992

La statue de Marie, dans la niche de gauche marque la place éminente de la Vierge, mère de Jésus. Celle de Sainte Philomène, dans la niche de droite, incite au culte des Saints. Honorée au XIX^e siècle, elle est probablement un ajout. Quelques-uns la considèrent comme la co-patronne de la paroisse.



Au niveau supérieur, Saint Hilaire, le grand évêque de Poitiers (de 345 à 365), patron de la paroisse, appelle autant au respect de la hiérarchie qu'au culte des Saints patrons.

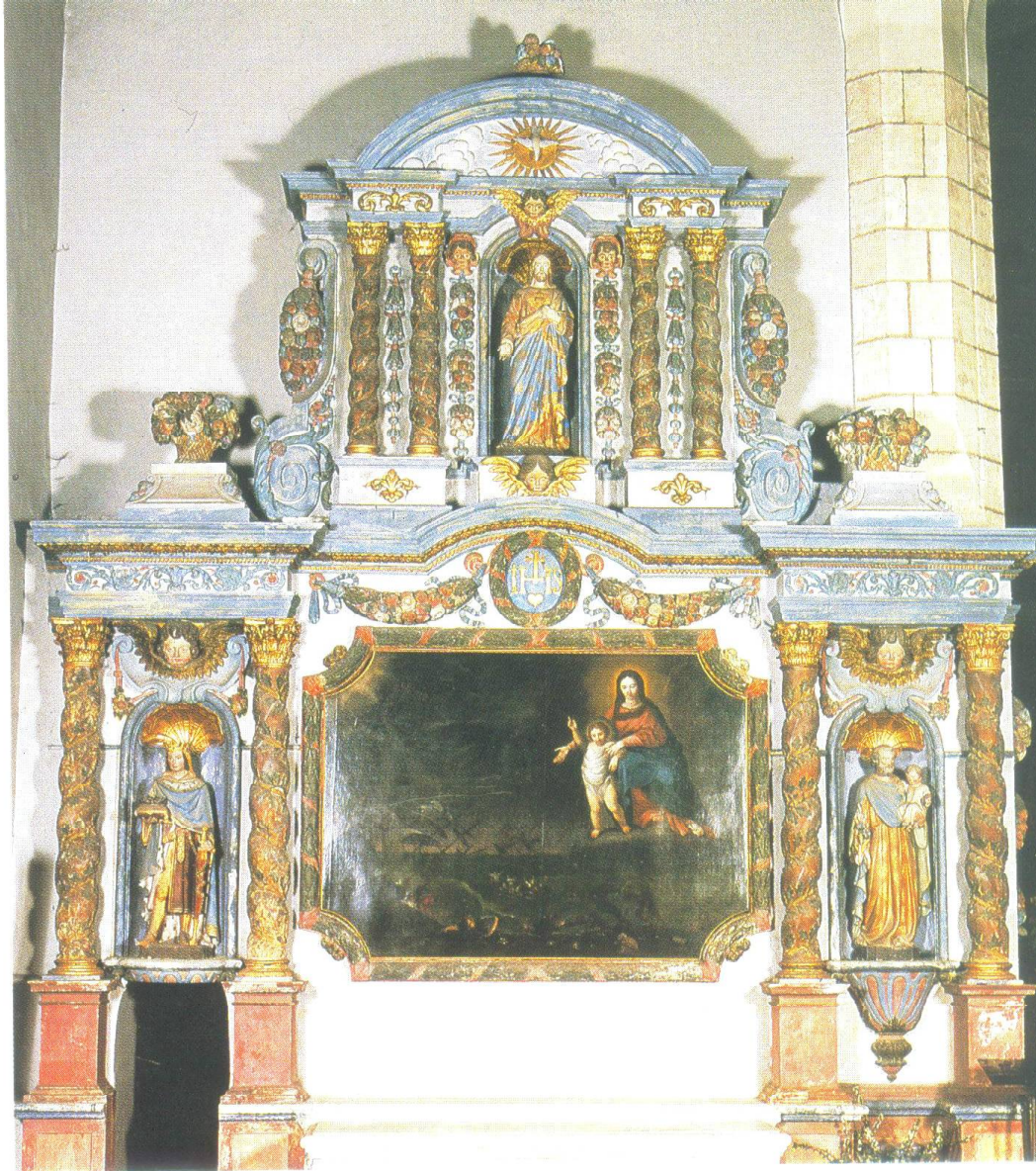
Au-dessus de lui, l'inscription *IHS*, (Jesus Hominum Salvator : Jésus Sauveur des hommes) est, sous l'influence jésuite, une incitation à vénérer Jésus, Sauveur de l'Humanité. En dessous, le triangle rayonnant au milieu d'un écusson symbolise la Sainte Trinité. Les trois personnes divines, le Père, le Fils, et l'Esprit, étant représentées par chacun des points du triangle.

Le pied du retable qui a perdu son autel apparaît nu. « *C'est un non-sens, une mutilation intempestive d'avoir enlevé l'autel qui se trouvait devant le retable. L'autel constitue la pièce essentielle du retable. Si décoratif qu'il soit, le retable n'a pour fonction que d'orner et d'embellir l'autel qu'il encadre.* »¹³

¹³ Rousseau J. : *Les vieilles églises de Vendée*.
Voir clichés page 29

Le retable du transept gauche (ou nord)

Construit en 1673, près d'un quart de siècle après le retable central, il traduit une évolution marquée par l'accroissement des lignes courbes et des décrochements, la présence de colonnes torsées et l'enrichissement du décor.



Ce retable secondaire dédié à **Notre-Dame des Mers**, restauré de 1972 à 1974, réserve une place privilégiée au renouveau du culte marial contesté par les Protestants.

La toile centrale, d'un auteur inconnu, représente un naufrage. Des marins dans un canot, bras au ciel, implorent la Vierge de les secourir¹⁴. De la main droite, Marie accueille ces prières, de la gauche, Elle intercède auprès de Jésus, qui agit le doigt levé au ciel. Ce geste met en évidence la divinité du Fils et sa puissance salvatrice. Il met en valeur le rôle médiateur de Marie intercédant entre les hommes et Dieu.

¹⁴ Voir détail page 27



Détail du bas de la toile

Cette scène appelle à une dévotion mariale en évoquant un événement malheureusement assez courant dans une paroisse maritime. A cette époque, en effet, le port créé par Marie de Beaucaire, baronne de Rié, sur la côte sud de l'île de Rié, est situé sur la paroisse de Saint-Hilaire qui dessert la chapelle Sainte-Croix.

Dans la niche gauche, la statue de Saint Louis marque le lien de la hiérarchie de l'Eglise avec la royauté. La présence de fleurs de lys, notamment au-dessus de la niche et au bas de l'étage supérieur visualise cette étroite dépendance. Louis XIII n'a-t-il pas consacré le royaume à Marie en 1638 après être venu en 1622 mettre en déroute les troupes protestantes de Soubise retranchées dans l'île de Rié ?

Dans la niche opposée, la statue de Saint Joseph avec l'enfant s'harmonise bien avec le thème de la toile. Le culte de ce saint commençait seulement à naître à l'époque de la réalisation de ce retable et ne prit toute son ampleur qu'au XIX^e siècle. On peut donc douter de la présence de cette statue à l'origine (la statuaire a été endommagée sous la Révolution).

Au-dessus de la toile, on retrouve, surmontant un cœur, l'inscription *IHS* qui a la même signification qu'au maître-retable.

Au sommet, une colombe sur un soleil rayonnant au milieu d'une nuée symbolise l'Esprit Saint dans la Trinité.

L'ancre de marine sur le devant de l'autel, symbole de l'espérance, prend en compte la réalité maritime de la paroisse.

Le retable du transept droit (ou sud)

Datant de 1676, il a trois ans de plus que celui de gauche et l'évolution du décor y est encore plus marquée (colonnes hélicoïdales).

La toile centrale, d'auteur inconnu, représente la Cène, le dernier repas de Jésus avec ses douze apôtres, le soir du Jeudi saint avant son arrestation pour être crucifié.

En partageant avec eux le pain et le vin, il institua l'Eucharistie : « *ceci est mon corps, ceci est mon sang* ». La représentation de cet événement affirme la présence réelle du Christ sous l'apparence du pain et du vin et rappelle que la messe est la célébration d'un mémorial.

Dans les niches latérales, à gauche ; Saint François de Sales est le missionnaire en pays protestant. A l'opposé, Saint Jean, l'un des apôtres, tient en main l'Evangile qu'il rédigea en faisant triompher la Lumière sur les Ténèbres. L'aigle à ses pieds symbolise la force et la connaissance.

A travers l'apôtre Pierre, présent à l'étage supérieur, premier pape, clefs et Evangile à la main, la fonction pontificale est légitimée. A la tête de l'église, le pape reste le garant de la voie conduisant au Royaume de Dieu, et de l'interprétation des Ecritures qui en sont le moyen d'accès.

En donnant une large place aux apôtres, qui furent les premiers évêques, ce retable met en valeur la fonction épiscopale.

En bas, le poisson sur le devant de l'autel symbolise le Christ, il était le signe de reconnaissance des premiers chrétiens avant l'usage du signe de croix.¹⁵

Les ouvertures sur le côté de chacun des deux retables secondaires ont été pratiquées en 1875 pour faciliter la circulation.



Originalité des retables baroques de Saint-Hilaire

Point de matériaux précieux dans les trois réalisations de Saint-Hilaire-de-Riez, comme dans certains retables étrangers notamment italiens. Ici seulement du stuc, de la pierre peinte¹⁶ ou dorée donnant l'illusion de la richesse du marbre et de l'or. Néanmoins elles seraient parmi les plus belles de Vendée¹⁷. Elles ont l'originalité d'être presque de même dimension et ornées chacune d'une toile, ce qui est assez rare, les retables secondaires étant généralement plus petits avec une statue au centre.

Ces caractéristiques méritent d'être mieux connues. C'est l'objet d'une visite commentée assurée chaque semaine durant la saison touristique par une équipe paroissiale.

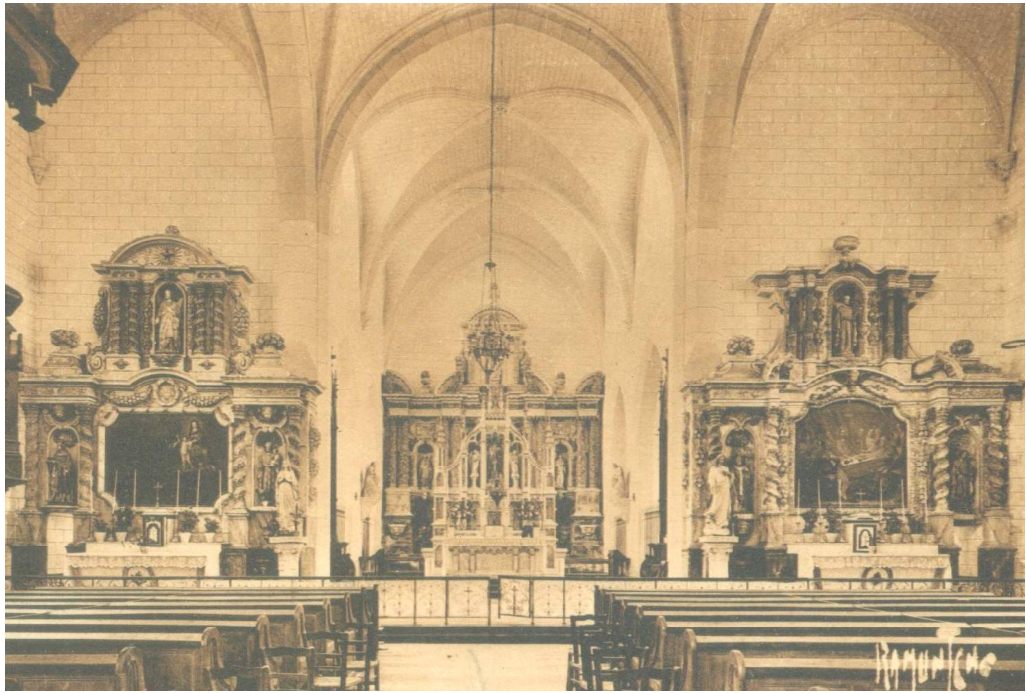
Ces grands décors peints et sculptés dressés autour des autels des XVII^e et XVIII^e siècle sont à la fois un héritage et un symbole du nouvel esprit qui anima l'église catholique suite à la Réforme Protestante.

Joël CRESTOIS en collaboration avec l'équipe de visite

¹⁵ Le mot *ictus* signifiant poisson contenait les initiales de cinq mots traduisant: Jésus-Christ, fils de Dieu, Sauveur.

¹⁶ d'où une certaine fragilité qui nécessite un entretien constant par la Commune qui en a la propriété.

¹⁷ classé depuis 1908 monument historique au titre d'objet immobilier.



Editions Artistiques Raymond Bergerin, La Rochelle : carte postale de 1945 représentant les retables et l'ancien autel.



Cliché 2002 : Les retables et le nouvel autel

LA MUTUALITE A SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE



Avant de retracer l'histoire du mouvement mutualiste à Saint-Gilles-sur-Vie et à Croix-de-Vie, il est bon de le resituer à l'échelon national. Il faut d'abord montrer comment la notion de mutualité et d'entraide s'est imposée au XIX^e siècle, tout particulièrement auprès des élites de notre pays.

BREF HISTORIQUE DE LA MUTUALITE EN FRANCE ET EN VENDEE

Avant la Révolution, des confréries et communautés de métiers se sont créées qui prévoyaient l'entraide mutuelle pour se prémunir contre les risques sociaux. Elles cohabitent avec les confréries de charité issues du pouvoir religieux.

A la Révolution, l'idéal individualiste prévaut et dans cet esprit la loi Le Chapelier votée en 1791 interdit les associations de toute nature. Le code pénal de 1810 assouplit cette législation en autorisant les associations de moins de 20 personnes, après autorisation préalable.

La Révolution de 1848 instaure la liberté d'association par simple déclaration à l'autorité municipale. Mais la loi du 15 juillet 1850, premier texte concernant la mutualité, prévoit l'existence de sociétés reconnues d'utilité publique qui bénéficieraient d'avantages en échange d'une tutelle étroite.

Pourquoi cette méfiance vis-à-vis de la mutualité ? Car les sociétés de prévoyance trouvaient leur utilité surtout au sein du monde ouvrier, et que les pouvoirs publics entendaient contrôler.

Le décret-loi du 26 avril 1852 crée les sociétés approuvées en plus des sociétés simplement autorisées et celles reconnues d'utilité publique. Le texte en prévoit la création par les soins du maire ou du curé

dans les communes où l'utilité aura été reconnue par le préfet. Les présidents sont nommés par décret impérial et ceci jusqu'au 27 octobre 1870 où les sociétaires éliront eux-mêmes leur président.

Sous le Second Empire, 24 sociétés se constituent en Vendée et 105 entre 1870 et 1897.

La Charte de la Mutualité du 3 avril 1898 est le texte le plus important pour la mutualité puisque celle-ci devient une institution nationale de solidarité et de prévoyance de par la volonté du gouvernement de l'époque.

Cette reconnaissance donne naissance à un véritable essor de la mutualité dans ce département : 260 sociétés de 1898 à 1944. Le texte prévoit aussi la création d'unions mutualistes chargées de coordonner l'action des sociétés de base. L'Union des Sociétés de Secours Mutuels de Vendée verra le jour le 24 septembre 1905.

La loi du 30 avril 1930 rend les assurances sociales obligatoires pour les salariés du commerce et de l'industrie : le nouveau régime est géré par la mutualité.

Les ordonnances de 1945 organisant la sécurité sociale rendent obligatoires pour tous les salariés, l'adhésion au système d'assurance maladie-maternité qui est mis en place. La mutualité va alors gérer les as-

surances complémentaires et prendre en charge une série d'œuvres sociales.

Venons-en maintenant à Saint-Gilles-sur-Vie.

EVOLUTION PARALLELE DE DEUX SOCIETES DE SECOURS MUTUELS A SAINT-GILLES-SUR-VIE

Un acte fondateur

« L'an 1872, le seize janvier deux heures du soir,

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Gilles-sur-Vie s'est réuni en session extraordinaire autorisée par Mr le sous-préfet des Sables, par lettre de ce jour, sous la présidence de Mr le Maire.

Société de Secours Mutuels

Monsieur le Maire a dit :

Messieurs, vous avez à plusieurs reprises exprimé le vœu de voir se former à St-Gilles, une société de secours mutuels. Grâce à l'initiative de MM. Sacré, Delidon, Morin et Michon vous pouvez considérer cette bonne œuvre comme fondée ; une réunion de préparation a eu lieu

60 membres participants

15 membres honoraires

ont arrêté les bases de l'association et les statuts de la société vous seront soumis. »

Cet extrait des délibérations du conseil municipal de Saint-Gilles-sur-Vie, sous la présidence du maire, M. Jean Auguste Grolleau, constitue l'acte fondateur de la Société de Secours Mutuels de Saint-Gilles-sur-Vie.

Quels étaient les 4 membres fondateurs ?

- M. Delidon, 38 ans, notaire, habitant Grande Rue à Saint-Gilles-sur-Vie,

- M. Anselme Michon, propriétaire et négociant,

- M. Émile Morin, négociant route d'Aizenay,

- M. Jacques Sacré, aussi route d'Aizenay (l'actuelle rue Tarterue).

D'autres personnes non issues du conseil municipal ont aussi œuvré à la création, comme en témoigne le diplôme de membre fondateur au nom de M. Fonteneau (reproduction page suivante).

Il faut noter que la société s'appellera Société de Secours Mutuels¹ de Saint-Gilles et Croix-de-Vie réunies, ce qui à une époque où l'appartenance à l'une ou l'autre commune était très forte montrait une réelle volonté de dépasser les clivages.

Cette société portera le n° 33 au répertoire départemental.

La Société de Secours Mutuels 33 jusqu'à la Libération

Les statuts recevront l'approbation préfectorale le 16 avril 1872. Ultérieurement, ils seront modifiés : le 4 novembre 1881 (approuvés le 27-03-1882) et en novembre 1931 (approuvés le 16-11-1931) pour l'application de la loi sur les assurances sociales de 1930.

La société était réservée aux hommes.

De 15 membres honoraires et 60 participants, elle est passée :

- en 1900 à 56 membres honoraires et 287 participants,

- en 1909 à 43 membres honoraires et 342 participants,

- en 1910 à 40 membres honoraires et 339 participants,

- en 1912 à 48 membres honoraires et 330 participants, dont 81 de plus de 55 ans.

La guerre 14-18 a marqué un coup d'arrêt dans l'activité de la société, qui est bien repartie par la suite.

En 1932, il y a 246 membres participants.

De 1927 à 1937, 33 marins ont adhéré, tous de Croix-de-Vie. A noter aussi l'adhésion de cultivateurs de Saint-Gilles et d'artisans de Saint-Gilles et de Croix-de-Vie.

Pendant la guerre de 1940-1945, il n'y a pas d'adhésion.

De 1948 à 1951, la société est passée de 94 membres participants à 16. Le déclin de la société a été très rapide, dû en partie à un vieillissement important de ses adhérents non compensé par les adhésions. En 1948, 35 adhérents étaient nés avant 1880 et 23 de 1880 à 1890 (sur les 94).

¹ Société de Secours Mutuels : SSM, abréviation qui sera reprise tout au long de l'article.



Diplôme de récompense de membre fondateur de Monsieur Fonteneau

Une nouvelle société : la n° 299 de 1910 à la Libération

L'année 1910 voit l'apparition d'une 2^e société de secours mutuels, *La Mutuelle Prévoyante de Saint-Gilles-sur-Vie*, inscrite sous le n° 299 au répertoire départemental.

Pourquoi une nouvelle société ? Il ne peut s'agir d'une mésentente entre les membres de la n° 33, car le nombre d'adhérents entre 1909 et 1912 est resté le même. Plutôt s'agit-il d'une nouvelle société créée par des gens voulant rester entre habitants de Saint-Gilles-sur-Vie. C'est ce que laisserait à penser le nom choisi à la création. Mais rien de sûr non plus.

Le premier président en était Monsieur Yves Ergoll, ancien militaire et agent d'assurances, né à l'île de Batz le 29 novembre 1869 et décédé le 03 février 1916.

Elle aussi réservée aux hommes, ses statuts sont approuvés le 7 juin 1910. À sa création, il y a 22 membres honoraires et 163 participants. En 1913, il y a 132 membres participants, dont 30 de plus de 55 ans.

L'activité a été ralentie aussi au moment des 2 guerres. En 1948, elle compte 55 membres participants pour 26 membres honoraires.

VIE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

Le conseil d'administration

Les deux sociétés étaient administrées par un *conseil* au sein duquel est créé un *bureau* avec *président*, *vice-président*, *secrétaire*, *trésorier* et plusieurs *commissaires*. Les membres du bureau et du conseil étaient élus pour 5 ans et le nombre de commissaires pouvait être modifié en fonction du nombre des sociétaires.

Les commissaires sont à la tête des différentes sections qui composent la société. Ils sont à la fois les régisseurs et gendarmes des sections et leur représentant auprès du bureau. En 1928, la SSM 33 avaient 13 sections réparties sur St-Gilles et Croix-de-Vie et en 1935, la SSM 299 avait 6 sections sur Saint-Gilles.

Les SSM étaient divisées en membres participants et membres honoraires. Le rôle de ces derniers a été très important. Car même s'ils ne bénéficiaient pas des avantages de la SSM, leur statut de notables aisés et surtout instruits les ont installés au sein du conseil et du bureau. Ainsi l'article 11 des statuts de la SSM 33 prévoyait que, pour être administrateur, il fallait « *savoir lire et écrire* ».

De fait, parmi les présidents de la SSM 33, on trouve messieurs Jean Auguste Grolleau, maire de Saint-Gilles de 1871 à 1872, et Henri Raimondeau, maire de Croix-de-Vie de 1878 à 1882 et de 1884 à 1907. Monsieur Achard, autre maire de Saint-Gilles, en a été administrateur. D'autres notables en seront présidents : MM. Mignet en 1909, Camille Simon de Croix-de-Vie en 1912. Monsieur Poulain de la Fosse, officier de carrière né à Lorient, présidera la société de la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à sa mort, le 6 mai 1946. Le dernier président de 1946 à la fusion sera M. Kleindinst, futur maire de Saint-Gilles. Pour la SSM 299, le rôle des notables a été aussi important. Après M. Ergoll, le président sera M. Henri Garnier, puis après la Seconde Guerre mondiale, M. Armand Garreau, maire de Saint-Gilles de 1947 à 1956. Mais le véritable travail au sein des SSM a été le fait du secrétaire et du trésorier ou du vice-président. Monsieur Benjamin Michon, commerçant en bois a fait partie du bureau de la SSM 33 du début du siècle dernier jusqu'en 1946. Monsieur Charles Lumière², forgeron à Saint-Gilles, en a été le secrétaire de la fin de la guerre jusqu'au 9 avril 1942, date de sa mort. Voici un extrait de l'allocution prononcée à l'assemblée générale du 12 avril 1942 à l'occasion de son décès :

« Messieurs et chers camarades. En ouvrant cette séance, je ne puis m'empêcher de remarquer une place vide à notre bureau. C'est celle qu'occupait notre camarade Charles Lumière, enlevé à l'affection des siens et à notre amitié à tous.

Il est mort après une assez longue et cruelle maladie, mercredi à 8 heures du soir, il se sentait mieux et pensait guérir. A minuit, il était dans le coma et à 4 heures jeudi matin il rendait le dernier soupir.

Vous avez vu, par son enterrement, qu'il était estimé de tout le monde.

Membre actif de la Société depuis 47 ans, il en était le secrétaire depuis 25 ans. Modeste fonction, qu'il a toujours remplie

avec zèle et ponctualité. Nous lui adressons donc un adieu éternel. »

De même, M. J. Louis Bernard, instituteur public de Saint-Gilles, a eu en charge la trésorerie des années 1920 à la Seconde Guerre mondiale.

Pour la SSM 299 et pour la même période, on peut citer MM. Pierre Renaudeau (tonnelier), secrétaire, et Camille Friou (réparateur de moteurs de bateau), trésorier.

Les assemblées

Pour les deux SSM, les assemblées générales ont lieu 4 fois par an. D'autres réunions à l'initiative du conseil peuvent avoir lieu pour débattre de questions particulières. Le conseil se réunit aussi seul pour préparer les A G.

Fin du XIX^e et début du XX^e siècle, le choix du lieu de réunion de la SSM 33 a été un sujet de polémique et a nécessité une correspondance suivie entre les maires de Saint-Gilles et de Croix-de-Vie et la sous-préfecture des Sables-d'Olonne. En effet, le lieu proposé, la salle de la justice de paix de la mairie de Saint-Gilles était jugé trop étroit par la SSM 33 qui voulait se réunir à la salle philharmonique, quai de Saint-Gilles. Mais pour celle-ci, des frais de location étaient demandés. Or, conformément à la loi, ces frais étaient à la charge de la mairie de Saint-Gilles, qui bien sûr contestait le choix de la SSM 33, d'autant que le président de la SSM était à l'époque... le maire de Croix-de-Vie. Plus tard, les réunions se tiendront salle Mervau, près de la perception actuelle.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les AG, au départ interdites par l'occupant, ont pu ensuite se dérouler, mais à chaque fois après une démarche préalable.

Les AG se déroulaient selon un ordre bien précis, voici par exemple le contenu de celle du 1^{er} avril 1928 de la SSM 33 :

- lecture du PV de la précédente AG,
- situation financière de la Société,
- demande d'admission de deux membres,

² Charles Lumière : oncle du résistant Charles Lumière, mort en 1944 dans le Vercors et dont une rue de Saint-Gilles-Croix-de-Vie porte le nom.

- demande d'indemnité pour 2 adhérents (50 F chacun),
- remplacement d'un commissaire de section,
- appel de chacun des membres par section, avec application d'une amende de 1 F par absent.

Le dernier point montre la discipline rigoureuse et la sévérité dans l'application des règlements qui régissaient le fonctionnement des SSM.

Ceci était une constante pour tout le mouvement mutualiste de l'époque. En voici un exemple, lors de l'AG du 14 octobre 1928, de la SSM 33 :

« Un sociétaire de la 8^{ème} section ayant insulté son commissaire et n'ayant pas réglé sa cotisation, le conseil avait tout d'abord prononcé son exclusion, mais le lendemain, l'homme dont il s'agit a réglé son trimestre avec les amendes dues, puis a payé une amende de 2 F pour insulte au commissaire et a changé de section. »

Même chose à la SSM 299 où à l'AG du 17 janvier 1926, on décide « d'augmenter les amendes pour absence aux AG de 1 F à 1,50 F et celles d'absence aux enterrements de 1F à 2 F ».

Les conditions d'admission

Les deux SSM, nous l'avons déjà précisé, étaient réservées aux hommes.

Une conduite irréprochable est la condition indispensable pour être admis dans la SSM. Ainsi l'article 1 des statuts de 1882 de la SSM 33 prévoit :

« Toute demande d'admission devra être faite par un commissaire ou 2 membres de la Société, et soumise au conseil au moins un mois avant l'assemblée trimestrielle. »

Les statuts de la SSM prévoient aussi le parrainage d'un commissaire et de 2 membres participants. Le candidat doit être électeur et s'il vient d'une autre commune présenter un certificat de moralité qu'on appelait « *certificat de bonne vie et mœurs* ».

Pour la SSM 33 en 1872, il faut avoir plus de 21 ans et moins de 50 ans. En 1910, pour la SSM 33, on admet les habitants de Saint-Gilles et Croix-de-Vie, mais la SSM

299 seulement ceux de Saint-Gilles. Par contre, pour cette dernière, un déménagement dans une autre commune ne pourra pas être une cause d'exclusion. Un certificat de bonne santé auprès d'un médecin désigné par la SSM est obligatoire. Pour la SSM 33, l'admission définitive se fera par un vote à bulletin secret en assemblée générale, alors que pour la SSM 299, le conseil d'administration décide s'il y a lieu ou non de soumettre l'admission au vote de l'AG.

Une fois admis, le nouvel adhérent est inscrit sur le registre matricule et reçoit un livret de sociétaire avec les statuts, ainsi que son insigne de membre. Il doit les cotisations à partir du mois dans lequel son admission est prononcée.

A la SSM 299, les cotisations trimestrielles étaient payées aux commissaires de section qui les reversent au trésorier à une date fixée par lui. Le montant, après avoir été discuté en bureau, était voté en AG.

Les obligations de la Société

Les activités des Sociétés sont le remboursement des frais de maladie et l'attribution d'indemnités par jour de maladie. Dans les deux SSM, le même article prévoit « *que les médecins qui donnent leurs soins aux membres de la SSM reçoivent leurs honoraires du bureau* ». Dans les deux SSM aussi, la société « *ne paye que les visites ordinaires* ». Les médicaments étaient également pris en charge avec un bon du médecin. Le sociétaire blessé ou malade prévient son commissaire de section qui délivre une feuille de visite. Celle-ci est obligatoire. Des indemnités étaient aussi attribuées en cas d'impossibilité de travailler. A la SSM 33, « *l'indemnité ne peut être donnée pendant plus de 3 mois à raison de 75 centimes par jour et les 3 autres mois à raison de 50 centimes par jour* ». A la SSM 299, pour pouvoir en bénéficier, « *il faut être inscrit depuis 6 mois* ».

Les deux SSM prévoyaient aussi qu'en cas de maladie grave et « *nécessitant veille* », des veilleurs soient choisis pour remplir cette fonction et soient tenus de s'acquitter de cette tâche.

Les deux SSM prenaient à leur charge les frais d'obsèques. Tous les membres étaient tenus d'y assister sous peine d'amende. Le corps est précédé de la bannière de la société. L'article 37 de la SSM 299 mentionnait : « *que les membres de la section à laquelle appartenait le défunt accompagnent la bannière et si besoin est, remplissent les fonctions de porteurs* ».

Les bannières

Chacune des sociétés possédait sa bannière. Celle-ci permettait au groupe d'affirmer son unité et son identité. Elle était utilisée à l'occasion des cérémonies diverses qui marquaient la vie des deux communes : aux obsèques, mais aussi aux manifestations patriotiques.

Des porteurs étaient choisis qui ne pouvaient « *se dérober sans motif sérieux* ». Plus tard, le porteur sera indemnisé. Le montant versé au porteur de la bannière de la SSM 33 le jour de la fête de la Libération du 21 septembre 1944 était de 20 F.

Pour la SSM 299, la décision d'acheter une bannière date de l'assemblée générale du 19 avril 1925. Le coût en était de

1 025 F. Une souscription a été organisée dans les mois qui ont suivi. L'assemblée générale du 18 octobre 1925 fait état de la bénédiction de la bannière par le curé de Saint-Gilles.

La loi du 30 avril 1930

La loi du 30 avril 1930 sur les assurances sociales va entraîner une grande modification dans le fonctionnement des SSM. Les sociétaires seront divisés en deux catégories. Pour les non assujettis à cette loi, il n'y a pas de changement. Pour les autres, la cotisation est minorée et ils perçoivent de la SSM la somme non remboursée par les assurances sociales. C'est le début du système de l'assurance complémentaire.

Vers la fusion

La guerre 39-45 et le vieillissement des effectifs vont mettre les SSM de Saint-Gilles en difficulté. Un rapprochement va alors s'effectuer donnant naissance à une nouvelle société dynamique. Nous en parlerons dans un prochain numéro.

Gérard CHUSSEAU



La bannière de St-Gilles et Croix-de-Vie et l'inscription qui figure sur la banderole.

Art. 48. — Toute décision prise, soit en Assemblée générale, soit par le Conseil, conformément à l'article 11, est obligatoire pour tous les Sociétaires.

Art. 49. — L'exactitude étant nécessaire dans toute Société pour éviter toute perte de temps, tous les Sociétaires sont tenus d'être exacts à l'heure indiquée.

Art. 50. — L'exclusion sera prononcée d'office en Assemblée générale pour les membres qui auraient été condamnés à une peine infamante ou à une peine correctionnelle pour vol.

L'Assemblée sera appelée à statuer au bulletin secret et sans discussion sur la proposition et le rapport du Bureau pour l'exclusion ou le maintien des Sociétaires qui se trouveraient dans un des cas ci-après : 1° Condamnation correctionnelle pour quelque cause que ce soit ; 2° Conduite déréglée et notoirement scandaleuse ; 3° Préjudice causé volontairement aux intérêts de la Société ; 4° S'être présenté deux fois en état d'ivresse aux réunions de la Société ; 5° Discussion politique ; 6° Manque de respect à l'égard d'un membre du Bureau ou du Conseil à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Les décisions de l'Assemblée sont prises à la majorité des suffrages exprimés. La radiation et l'exclusion ne donnent droit à aucun remboursement.

IX. - Amendes.

Art. 51. — Afin de faire respecter les Statuts et le Règlement, les infractions seront punies des amendes ci-dessous :

- 1° Refuser de veiller un malade. 2 »
- 2° Injures à un commissaire ou à un contrô-

- leur sur le rapport fait au Bureau et après décision du Bureau 1 »
- 3° Pour ne pas payer ses cotisations dans le délai fixé 1 »
- 4° Pour ne pas répondre à l'appel 0 25
- 5° Pour troubler l'Assemblée 0 25
- 6° Pour se présenter ivre à une assemblée ou à un enterrement 1 »
- 7° Pour des interruptions 0 25
- 8° Pour calomnies envers un Sociétaire 0 50
- 9° Pour ne pas assister aux obsèques d'un Sociétaire, sans motif légitime, après avoir été convoqué. 1 »
- 10° Pour aller boire pendant un enterrement 1 »
- 11° Pour troubler l'ordre pendant la perception des cotisations 0 50
- 12° Pour prendre la parole sans la permission du Président et pour interrompre la discussion. 1 »
- 13° Pour ne pas assister aux Assemblées générales ou extraordinaires 0 50
- 14° Pour injures ou calomnies envers un membre du Conseil ou un médecin à l'occasion de leurs fonctions 2 »
- 15° Pour ne pas répondre à l'appel d'un enterrement 0 25
- 16° Pour ne pas répondre au contre-appel 0 50
- 17° Pour avoir donné un faux motif pour ne pas veiller un malade. 3 »

Art. 52. — Tout Sociétaire mis à l'amende aura le droit de réclamer au Conseil d'administration qui statuera sur la réclamation hors la présence du réclamant. La décision du Conseil sera sans appel.

Enterrement d'un adhérent



Qui pourrait nous donner quelques informations sur cette photo ?

Bibliographique

Racines Mutualistes – Anne-Marie Guimbretière, 1985

Inventaire des archives de la Mutualité en Vendée – Mutuelles de Vendée, 1988

UN INVENTAIRE APRES DECES AU DEBUT DU 19^e SIECLE

En 1800, vivait dans le quartier du Pissot à Saint-Hilaire-de-Riez, une famille Tougeron. Après le décès du père puis de la mère qui laisse quatre enfants mineurs, un inventaire de la maison est réalisé. Ensuite, il est procédé à vente des biens « *pour le produit être employé, les frais de tutelle, d'inventaire et de vente déduits, au payement des dettes des mineurs* ».

L'HABITAT AU DEBUT DU 19^e SIECLE



J. Robuchon : Bourrine du Pont de l'Arche (vers le Pissot) au XIX^e siècle

Au début du 19^e siècle l'habitat dans le marais était constitué de bourrines comportant une ou deux pièces dites « *chambres basses* » et quelques dépendances appelées « *toits* » couverts en « *rouches* » (joncs des chaisiers : utilisés dans ce cas pour la couverture).

L'importance des biens et cheptel variait selon le niveau social de l'habitant. Les inventaires après décès nous ont permis d'en découvrir le détail et leur estimation. Le moindre article était inventorié et chiffré. Certains n'avaient peut-être pas beaucoup de valeur et qualifiés de « mauvais » mais étaient très « précieux » pour ces familles qui avaient peu de biens.

L'INVENTAIRE APRES DECES

La famille Tougeron Paul vit à la ferme de la *Crochettière* près du lieu-dit la *Neuvière* (maintenant la Noivière), vers le Pissot, à Saint-Hilaire-de-Riez.

Après le décès des parents, Robert Malescot de Croix-de-Vie et Jérôme Chartier de Saint-Jean-de-Monts, notaires du ressort du Tribunal de Paix de Saint-Gilles-sur-Vie, dressent l'inventaire des biens.

Les formalités sont demandées par

« les citoyens Louis Tougeron et Pierre Bernard cultivateur demeurant à La Clergerie et au Petit Verger...tuteur et subrogé tuteur... »

se déroulent en présence de :

« Charles Morineau et Nicolas Penard, cultivateurs commune de Rié qui ont accepté leur nomination et commission d'experts et fait le serment de s'en bien et fidèlement acquitter ».

Ainsi,

Aujourd'hui vingt sept Pluviose, l'an douze (12 février 1804) de la République française il est procédé à l'inventaire après décès à la ferme de la Crochettière.

Chambre d'entrée³

Premièrement un lit à côté de la cheminée à droite en entrant, composé de son bois, coête, traversin et mauvaise couverte, estimé à	45 francs
Plus un autre lit du même côté, composé seulement de son bois et une coête	40 francs
Plus un autre lit de l'autre côté le plus près de la cheminée, composé de son bois, coête et mauvaise couverte,	45
Plus un autre lit ensuite, composé comme le précédent,	36
Une paire de berne	4
Une autre paire	3
Une autre paire	2
Une autre paire	1,25
Une autre paire	2
Deux mauvaises nappes et un torchon	1
Un coffre de bois de chêne placé du côté gauche en entrant,	16
Un coffre placé du côté droit en entrant,	16
Un autre coffre plus petit que le précédent,	12
Un autre petit coffre	8
Un bas de vaisselier	10
Un mauvais garde-manger	2
Plus un pétrin ou met (maie) avec son couvert, deux tamis et deux pelles de four	12
Neuf cueilles d'étain	0,70
Quatre écuelles et un jallon	0,25
Deux fûts de bouteilles et une cruche à vinaigre et un mauvais pot de faïence,	1
Une mauvaise baille	1
Un fût de demi-quartaud	0,60
Une crémaillère, une poêle et une marmite, le tout	4
Un mauvais trois pieds	0,25

³ Voir explication de certains mots pages 40 et 41

Une mauvaise poêle à lessive	5
Une grande mauvaise poêle à lessive	8
Un chaîneau et une chaîne	2,50
Une trimbale	3
Trois fourches et une frée ou houlette	3
Un jallon et demi de grès (grès) estimé à cinquante centimes et un estimé à 1 franc	1,50
Quarante décalitres de blé gaboreau	32
Vingt cinq décalitres de blé gaboreau estimé à raison de quatre francs les cinq décalitres	20
Un mauvais fût de tierçon, contenant environ six décalitres de blé gaboreau	6
Quatre décalitres de graine de lin avec trois poches	6

Petite chambre à côté

Un mauvais bois de lit	estimé à	3
Un grenier ou harche		38
Un mauvais charnier		1
Deux mauvais fûts de barrique		4
Un peigne à lin, un sac et un anton de fer		2
Un tas de ferrailles avec la boîte		1
Un mauvais travouïl et deux ruches à miel et un mauvais dessus de table		0,60
Une cage à volailles		0,60
Un bât, haratte et crocs		1,50
Plus deux tas de bouzas et de favas		20
Plus un tas de paille et foin		30
Plus une vache d'âge inconnu		50
Une taure de deux ans		42
Plus une ânesse		24
Total des deux chambres		567,60 francs

« Ce sont tous les meubles et effets mobiliers qui se sont trouvés dans la dite maison... déclarant le dit Tougeron tuteur qu'il n'en connaît point d'autre dépendant de la dite succession et qu'il n'en a caché, soustrait n'y diverti aucun...

... qu'il n'y a aucun titres et papiers à inventorier, ayant été perdus dans la guerre de la Vendée.

Il est dû à Julien Grosset meunier, 90 francs pour blé fourni... plus à André Joubert domestique, reste de ses gages et argent de prêt, 177 francs.

Et enfin le loyer de la présente maison, échu de l'année dernière : 18 francs et le loyer courant.

Il est dû à la succession 76 francs de rente pour prêt à la veuve Jacques Guyon du Marais Vieux. »

Cet inventaire confirme la disposition déjà connue du mobilier : les lits toujours placés de chaque côté de la cheminée puis les différents coffres (chacun ayant une utilité bien précise) placés le long des murs et ce qui était utile posé un peu pêle-mêle.

Nous avons recherché cette ancienne maison, mais sans résultat. Le lieu-dit la *Crochetière* existe bien près de la *Noivière* ce qui laisse penser que l'habitation a été détruite. Nous tenons les renseignements de Claude Pineau dont la maison est construite à proximité du terrain portant ce nom.

Colette GENGOUX

Sources : Actes notariés des Archives Départementales de la Vendée.

Quelques explications de Jean-Claude Pelloquin sur certains biens inventoriés :

Berne : drap de lit

Coête : grande housse confectionnée en coutils rayé blanc et noir et que l'on garnissait de plumes. La coête faisait office de matelas. A l'inverse, aujourd'hui, la couette sert de couverture. Le couil (du mot couette) est un tissu croisé et très serré en fils ou en coton.

Garde-manger : petit meuble avec étagère entouré de toile de fils métalliques fins. Il servait à garder les aliments à l'abri des mouches et était accroché au mur. (autrefois, rien ne devait se perdre ; aussi les restes d'aliments étaient représentés au(x) repas suivants, en attendant on les déposait dans le garde-manger)

Pétrin ou maie : autrefois beaucoup d'habitants fabriquaient leur pain. Ils pétrissaient à la main dans un coffre rectangulaire évasé en haut et monté sur quatre pieds. Entre deux usages on le recouvrait d'un couvercle et le tout servait de table. Cette habitation possédait un four à pain avec ses deux pelles.

Cueilles : cuillers, cueillers puis cuillers, cuillères. (Dictionnaire des parlers ruraux)

Ecuelle : petit récipient rond et creux servant à contenir de la nourriture (LEXIS) ; sorte de bol en grès ou en terre cuite avec une ou deux « oreilles » ; les petites « échuelles » servaient pour faire les flans.

Jallon : récipient en grès, de deux à quatre litres, avec une ou deux poignées, qui servait à faire cailler le lait, (en faisant cailler le lait, la crème montait en surface et on la retirait en « effleurant »), le jallon peut être aussi une cruche. Les femmes de l'Ile d'Yeu allaient au puits avec leur jalon.

Baille : il s'agit probablement de la « baillette » qui était réalisée en coupant en deux, au niveau de la bonde, une barrique usagée. On obtenait ainsi deux « baillettes » qui servaient à de nombreux usages dans une ferme (ex. : prendre le bain).

Quartaud : unité de mesure et récipient en bois de 20 litres à Noirmoutier encore utilisé aujourd'hui, équivaut au « double » dans notre région (double décalitre). Dans le cas présent, il s'agit d'un fût de demi-quartaud : le quartaud de vin vaut 68,5 litres (cercle généalogique de Saintonge N° 26, page 18).

Poêle à lessive : récipient de 30 à 60 litres environ, en cuivre martelé, large et évasé avec rebord servant à chauffer l'eau et à y faire la lessive. Sa largeur permet d'y installer une planche à laver.

Trimbale : chaudron en fonte avec une anse qui permet de le pendre à la crémaillère.

Frée, en patois « fraïe » : pelle étroite de marais qui était autrefois l'outil unique à tout faire les travaux du sol dans les petites exploitations.

Blé gaboreau : mélange de blé et d'une ou plusieurs autres céréales ; à cette époque on peut penser qu'il s'agissait de blé et de seigle.

Un fût de tierçon : il s'agit d'un fût défoncé servant de récipient pour le grain ; peut-être s'agit-il d'un fût d'un tiers de muid (le muid vaut 274 litres).

Grenier ou harche : meuble caisse de forme parallélépipédique, avec possibilité de cloisonner, qui sert à stocker le grain.

Charnier : saloir, récipient en terre cuite où était conservées les viandes salées.

Anton de fer : plusieurs possibilités : entonnoir ; pièce de fer servant à renforcer, remplacer ou soutenir une autre pièce défaillante ; de enter : greffer; greffoir ; croix de St Antoine ?

Travouil : en patois, travoll : dévidoir, appareil en bois qui sert pour enrouler et dévider les échevaux.

Bât, haratte, crocs : tout le nécessaire de l'âne porteur :

bât : selle grossière que l'on place sur le dos des bêtes de somme pour le transport des fardeaux ; ne nécessite pas d'attelage

haratte : c'est un panier double servant de bât à l'âne (Dictionnaire du Poitevin Saintongeais)

les crocs, patois local : craous : pièces de bois de chaque côté du dos de l'âne ou on peut poser et accrocher des sacs, du fourrage, du goémon, des sièges, etc.

Bousas : bouses de vaches séchées qui servent de combustible pour la cheminée ou mélange de fumier et de paille pétri et mis en galette et séché pour le même usage.

Favas : paille de fève récupérée après le battage pour brûler dans la cheminée ou pour servir de litière aux animaux.

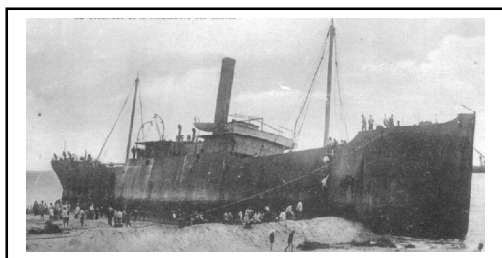
Taure : génisse, jeune femelle bovine.



Cliché : Conservation Départementales des Musées de Vendée
Un intérieur de la bourrine du Bois Juquaud, Ecomusée de Vendée à Saint-Hilaire-de-Riez

COURRIER DES LECTEURS

I - LE POLLCREA SUITE ET FIN



L'article du naufrage sur la côte hilairoise du charbonnier anglais le Pollcrea est paru dans le numéro 5 des Cahiers de Rié. Ce navire, poursuivi par un sous-marin allemand en février 1917, échoue sur la plage. Cinq mois plus tard, renfloué, il continue sa route jusqu'à Saint-Nazaire pour y être réparé.

Après la parution de l'article, Jean-Claude Pelloquin, auteur de l'enquête, rencontra une famille anglaise à qui il fit part de cet événement. Monsieur Diggle, très intéressé, proposa à Jean-Claude de faire des recherches en Angleterre pour savoir ce qu'était devenu ce vapeur charbonnier.

C'est ainsi que nous avons le plaisir de vous communiquer le résultat de l'enquête anglaise.

Monsieur Diggle, bien qu'il y habite assez loin, s'est rendu à Londres pour consulter les archives du National Maritime Museum, Greenwich, et a transmis le 27 février 2001 à Monsieur Pelloquin le résultat de ses découvertes que nous relatons ci-dessous.

Le Pollcrea dans les archives anglaises

Le Pollcrea a été construit en 1899 par *Duncan R. et Compagnie*, à Glasgow, en Ecosse. Ses caractéristiques étaient les suivantes :

longueur	71,50 m
largeur	10,54 m
hauteur	5,00 m
déplacement	1208 t
nombre officiel	57850

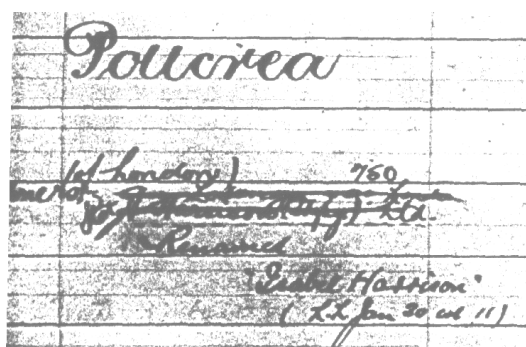
Il s'est appelé *Grahamland* et *Josephina* avant d'être baptisé, *Pollcrea*.

En 1917, il était la propriété de *Farrar Groves et Cie* de Londres et avait comme capitaine *John Galloway* présent au moment du naufrage (document ci-dessous).

SHIP'S NAME	CAPTAIN
<i>Pollcrea</i>	<i>John Galloway</i>
<i>Port of Registry: Glasgow</i>	<i>750</i>
<i>Owner: Farrar Groves & Co Ltd</i>	<i>London</i>

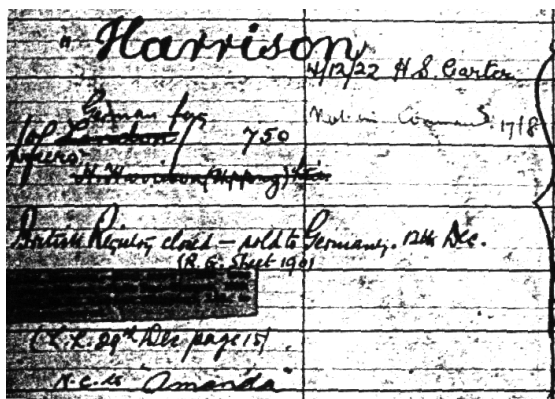
En 1918, le navire a été vendu à *Mordey Jones et Compagnie* et a conservé son nom. (Extrait de la liste des navires de la Marine Marchande britannique, Lloyds à Londres, 1918)

Puis, *Harrison H. Ltd.* en fait l'acquisition et le renomme *Isabel Harisson*. (Extrait de la liste des navires de la Marine Marchande britannique, 1922 – document ci-dessous).



Ensuite, le vapeur a été vendu en Allemagne en décembre 1922 et renommé

Amanda. Le nom de l'acheteur n'est pas mentionné. (Extrait de la liste des voyages des navires de la Marine Marchande britannique, 1923 – document ci-dessous)



Monsieur Diggle précise qu'il n'a pas trouvé d'autre renseignement après cette date.

Par contre, voici ce qu'il a découvert au sujet de son naufrage sur notre côte :

1) Extrait de la liste des voyages des navires de la Marine Marchande britannique (Lloyds à Londres), 1917 :

- à la date du 22 février : le navire a été endommagé par des tirs d'obus d'un sous-marin, et s'est échoué.

2) Extrait de la liste des Pertes et Victimes de la Guerre (de Lloyds à Londres), 1917

- à la date du 14 juillet : le navire a été renfloué, puis transféré à St-Nazaire (ci-dessous copie et traduction du document)

POLLCREA.—St. Nazaire, July 15.—Steamer Pollcrea: Principal repairs six patches above water, tank sides cement up, two boats required, tanks fairly tight, hope manage without docking. Advising master procure crew locally, dispose of remnant cargo about 60 tons. Machinery good order for steaming home. Starting repairs earliest. Final decision docking and time when cargo out.—*Salvage Association's Surveyor.*

« St Nazaire, le 15 juillet – Bateau à vapeur Pollcrea :

- Réparations principales : 6 trous au-dessus du niveau d'eau,
- Cuves à ciment nécessitant 2 bateaux ; cuve assez étanche ; doit pouvoir réparer sans se mettre à quai.
- Maître à bord a été informé ; équipage à prendre localement.
- Cargaison restante approximativement 60 t.
- Machines sont en bon état pour le voyage retour.

- Réparations à commencer le plus tôt possible. Décision finale à propos de la mise à quai et de la date une fois la cargaison déchargée.

Le conseiller de l'Association de récupération. »

3) Extrait de la liste des voyages des navires de la Marine Marchande britannique (Lloyds à Londres), 1917 :

- à la date du 29 décembre : le *Pollcrea* navigue à nouveau.

Monsieur Diggle nous précise que :

« La plupart des archives sont des volumes originels, c'est-à-dire ils ne sont pas dans une base de données que l'on peut utiliser pour faire de la recherche.

La recherche, donc, a pris beaucoup de temps, et par conséquent, il y a des omissions de dates quand le nom du navire a été changé. »

Jean-Claude Pelloquin et tous les membres d'Histoire et Patrimoine remercient vivement nos lecteurs et chercheurs anglais.

Nous remercions à nouveau Monsieur Mathurin Baranger, né en 1904, pour son témoignage paru dans le *Cahier de Rié* n° 5, et pour nous avoir permis de le photographier avec une brique de charbon que la famille a conservée.



Inscription : Cardiff – Newport

II- L'HÔTEL DE L'OCÉAN ET DES PINS

Un autre article paru dans le n° 5 sur l'histoire de l'« Hôtel de l'Océan et des Pins » de Sion a réveillé bien des souvenirs à certains lecteurs et particulièrement le passage qui évoque la période scolaire.

Plusieurs ex-écoliers sont venus nous conter leurs années d'école de 1936 à 1939 ainsi que Madame Nelly Burgaud née Desthomas, ancienne institutrice.

L'hôtel, connu aussi sous le nom de « Ancien Casino » puis « Maison pour Tous » et depuis 2001 renommé « CASINO DE L'OCÉAN ET DES PINS » est en réalité un établissement communal dont l'étage est utilisé par l'association Maison Pour Tous et le rez-de-chaussée sert de salle municipale.

Création des classes

Avant la construction de l'école de Sion sur l'Océan (1939), les habitants de Sion et de ses environs réclamèrent pendant des années une école tant laïque que privée, mais essuyèrent toujours un refus : l'éloignement avec les écoles du bourg n'était pas justifié (moins de 3,5 km) et le nombre d'enfants insuffisant.

Mais au fil des années, la création d'un établissement scolaire devint indispensable. Aussi, lorsque le 4 juillet 1936, Monsieur et Madame Déséchalier achetèrent l'*Hôtel de l'Océan et des Pins* qui avait cessé toute activité, le maire, Monsieur Louis Morineau, négocia aussitôt avec le nouveau propriétaire. Il obtint **la location du rez-de-chaussée de l'établissement pour la création de deux classes** pour la rentrée 1936, en attendant la construction de l'école laïque projetée pour 1939.

Auparavant, les enfants allaient à l'école dans le « bourg » de St-Hilaire-de-Riez. L'enseignement était privé ou laïque pour les filles et uniquement laïque pour les garçons. L'école privée des garçons a été construite en 1936.

A la rentrée de 1936, les enfants de Sion-sur-l'Océan et de ses environs (Barboteau, Les Bussoleries, Mont-Midi, Le Haut-Pey, Pineau...) sont présents, y compris ceux des écoles privées, à quelques exceptions près.

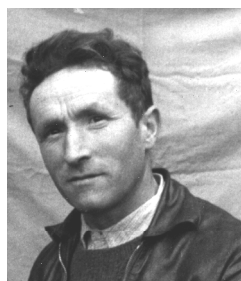
M. et Mme Péaud furent nommés pour enseigner dans les deux classes. Nous avons rencontré leur fils Jean qui avait 5 ans 1/2 à l'époque. Il a bien voulu nous conter ses souvenirs sur son arrivée et la période qu'il a vécue à Sion. Ils seront mêlés à ceux évoqués par des camarades d'école et par Mme Burgaud, institutrice.

Témoignages

1) Jean Péaud

Parlez-nous de votre famille :

Eugène Péaud



Floresca Auger



« Mes parents, Eugène Péaud et Floresca Auger, instituteurs publics, se sont mariés en été 1928.

Leur premier poste de ménage a été « Le Vieux Cerne » de Saint-Jean-de-Monts où ils sont restés de 1928 à 1930.

Fin 1930, ils ont été nommés à « La Bloire » de Challans, à ce moment-là véritable hameau en pleine campagne (école fermée depuis 1992). Les premières maisons de Challans qui étaient aux alentours du passage à niveau Challans-La Roche-sur-Yon se trouvaient à environ 2 km 1/2. C'est à La Bloire que sont nés moi-même, en juillet 1931, et mon frère, aujourd'hui décédé, en novembre 1936. »

Qu'est-ce qui leur donne l'idée d'aller enseigner à Sion ?

« D'abord l'attraction générale des gens de l'intérieur, de la campagne, pour la côte. Challans était quand même à 15 km de Saint-Jean-de-Monts, une vingtaine de Saint-Hilaire-de-Riez. Pour s'y rendre, il y avait soit le « tortillard », soit le vélo.

Je me souviens avoir passé des vacances d'été à Saint-Gilles-sur-Vie en 1934 ou 1935, je ne sais plus exactement, mais tout ce dont je me souviens c'est que nous logions chez un dénommé Aimable Fusiller, marin à Croix-de-Vie.

Mon père était déjà connu à Croix-de-Vie. En tant que syndicaliste CGT - il n'y avait qu'une seule Confédération en 1936 - il avait (on dirait maintenant) conseillé une grève importante des travailleurs du bâtiment pendant le printemps et s'était trouvé très présent sur le terrain. Celle-ci dirigée par Buchou, (dont les fils, tel Fernand, seront plus tard mes camarades d'école), s'est terminée par la satisfaction des principales revendications des travailleurs.

Mon père était entré au Parti Socialiste en 1934 ou 1935. Par un dénommé Venceslas Chauvin, marin dont le bateau s'appelait le « Forgeron de la Paix », un des leaders du PS de Croix-de-Vie, mon père s'est fait tout de suite des amis dans le milieu des pêcheurs, dont l'amitié a perduré : Paul Burgaud, frère de Vivi Burgaud de Sion dont le bateau s'appelait « Le Rédempteur », et Carlos Pénard de Sion.

D'autre part, ma mère connaissait bien le pays vu que son père avait été douanier dans les marais de Saint-Hilaire-de-Riez entre 1910/1920. Elle y est allée à l'école avec Mme Boucher, institutrice.

Lorsqu'ils ont appris la création de l'école de Sion, ils ont postulé pour ce poste et ont été nommés pendant l'été 1936. Mon père et ma mère avaient respectivement 31 et 30 ans.

C'est là que les mouvements se sont précipités. Entre-temps, en mai 1936, mon père avait animé la campagne électorale de Paul Grolleau, instituteur à la Fradinière de Saint-Hilaire-de-Riez.

Mademoiselle Desthomas, institutrice, fait l'ouverture de l'école. Mon frère naît en novembre et la famille Péaud arrive en janvier 1937. Elle aménage dans les anciennes chambres du rez-de-chaussée de l'Hôtel de l'Océan et des Pins. Les pièces étaient délabrées car l'hôtel était fermé depuis plusieurs années. »

Parlez-nous des lieux

« Il y avait au départ deux classes qui accueillaient les élèves de 6 à 14 ans (parfois 5 ans). Nous étions environ 80 à la rentrée 1937.

Les 2 classes ont été créées dans la salle à manger et le salon de l'hôtel. Elles ont été équipées de mobilier neuf. Je revois le tableau noir, l'estrade où était posée le bureau du maître, les 21 tables à deux avec des chaises, le poêle à charbon. Sur les murs il y avait les traditionnelles cartes de France et les illustrations représentant des paysages.

A la rentrée 1937, nous étions beaucoup d'enfants pour deux classes, aussi mon père demanda l'ouverture d'une troisième pour la prochaine rentrée. Ainsi les tout-petits purent venir à l'école.

La cour était située au nord du bâtiment. Pour nous laver les mains, des bassines étaient disposées dehors près des portes de classe. Nous avions deux garages, aujourd'hui disparus, qui nous servaient de préaux et de « cantine ».

Comment se déroulait l'année scolaire ?

« Les locaux étaient loués pour la période du 1er octobre au 30 juin pour laisser place aux colonies de vacances durant les mois de juillet, août et septembre. L'école finissait le 13 juillet donc nous n'avions plus de local pendant deux semaines sauf les deux garages bien trop petits. Alors l'école avait lieu dans les dunes près de petits bosquets, dans les endroits abrités dits les « cabots » en face du cinéma qui n'existait pas à l'époque.

La matinée et l'après-midi commençaient par un chant choisi parmi les 10 figurant au programme : Les Arvernes, Petite Jeanne, Les haleurs de la Volga... Ensuite les matières obligatoires. Le soir, je me souviens des opérations à effectuer et des leçons à apprendre par cœur.

Pendant la récréation, les filles et les garçons se séparaient spontanément ; pas de jeux en commun sauf en hiver : la chaîne.

Ceux qui restaient le midi à l'école habitaient les Bussoleries. Ils étaient environ une quinzaine et apportaient leur « musette » qui contenait un petit repas froid. Ils mangeaient dans les garages. L'hiver, ils pouvaient rester dans la classe.

Durant l'été, une seule pièce nous était attribuée pour le logement. Nous ne pouvions y vivre à 5 personnes. Nous déménagions chez M. et Mme Méchin Jean-Louis et Désirée, impasse des Souvenirs qui donne rue de l'Yser. Nous n'avions pas d'électricité, pas d'eau courante etc. »

Que vous reste-t-il de votre passage à Sion ?

« Pour moi, Sion, c'est mon enfance heureuse (5 ans ½ à 9 ans ½) ; c'est pourquoi j'y reviens souvent. J'ai de très bons souvenirs et garde de très bonnes amitiés : Anne-Marie, Isabelle, Renée, Fernand, Germain et Gisella..

Je cherchais à être comme les autres et ne pas profiter de la situation de fils d'instituteur intellectuellement favorisé. Pendant les vacances, je m'ennuyais terriblement ; les autres enfants étaient souvent occupés avec leurs parents. Les jours de fête étaient pour moi les jours d'école.

J'étais un enfant petit mais rapide. Je participais aux jeux physiques des grands : balle aux chasseurs.

Comme pour beaucoup de familles, la guerre a changé le cours de la vie. Mes parents font l'ouverture de la nouvelle école de Sion en septembre 1939. Quatre mois après, mon père est mobilisé puis démobilisé en juin 1940. En décembre, mes parents sont déplacés d'office : mon père à Treize-Septiers et ma mère à Pont-Léger de la Boissière de Montai-gu. »

2) Madame Burgaud, née Nelly Desthommas, institutrice

Madame Burgaud Nelly, jeune institutrice à l'époque, a enseigné à deux reprises :

- une première fois à la rentrée de 1936
- une deuxième fois à la rentrée de 1938

La rentrée 1936

Grâce à Jean Péaud, nous avons pu rencontrer Madame Burgaud, qui a exercé en même temps que Monsieur et Madame Péaud. Ses parents étaient également instituteurs et s'étaient installés à Saint-Jean-de-Monts en 1925. Madame Burgaud est venue en retraite dans cette commune et à bien voulu nous transmettre ses souvenirs :

« Ma nomination à Sion fut une véritable



joie. Je gardais un souvenir merveilleux d'une journée passée dans ce site lorsque j'avais dix ans, avec ma famille. La mer, que nous n'avions jamais vue, la plage, la pêche dans les rochers et une dégustation de cre-

vettes chez Frédéric, tout avait contribué à en faire une journée inoubliable.

Douze ans plus tard, je revenais à Sion pour y ouvrir une école avec une collègue inconnue dans un ancien hôtel, « l'Hôtel de l'Océan et des Pins », face à la mer, où deux classes avaient été aménagées pour la rentrée scolaire qui fut très fructueuse.

Les enfants de Sion, ceux de Saint-Hilaire-de-Riez (écoles laïques et privées) qui habitaient plus près de Sion que de Saint-Hilaire, nous ont causé quelques problèmes au départ, leur niveau scolaire n'était pas toujours en rapport avec leur âge. Mais travailler dans ce cadre, avec des élèves polis et dociles, fut un vrai bonheur malgré des classes chargées (35 environ chacune).

Ma collègue, Mademoiselle Rouhaud était très sympathique. Nous étions en pensions à l'Hôtel Baranger où nous trouvions une ambiance familiale et réconfortante.

Un très bon souvenir où nous avons apprécié le comportement des habitants accueillants et affables, ce qui est rassurant quand on arrive dans un poste où l'institutrice a un rôle si difficile et si important »

La rentrée de 1938

En 1938, Monsieur Péaud demande la création d'une troisième classe. Dans le registre des délibérations de cette même année nous pouvons lire : *« considérant que l'effectif des écoliers inscrits s'élève à 83, que la rentrée de Pâques en amènera encore au moins 5, que la création demandée permettrait de prendre les enfants dès l'âge de 3 ans ce qui rendrait de grands services à la population et qu'ainsi l'effectif total dépasserait la centaine...*

L'ouverture d'une troisième classe eut lieu à la rentrée 1938 dans « *une grande pièce servant de réfectoire* » et pour le logement de Mlle Desthomas, nouvelle institutrice, « *deux pièces contiguës au logement actuel de l'instituteur* ». Ces pièces n'ont pas été occupées selon le témoignage de Madame Burgaud :

« Et en 1938, la création d'une troisième classe me ramenait à Sion comme adjointe de M. et Mme Péaud. Nous devions quitter les locaux au 1^{er} juillet, ceux-ci étant occupés par des colonies de vacances. Alors, c'était l'école en plein air du 1^{er} au 14 juillet. Rendez-vous dans la forêt, à un endroit précis et à une heure précise. Les jours de pluie, pas d'école !

Je logeais chez M. et Mme Avrilla, commerçants à la sortie de Sion, face à la mer, ce qui était fort agréable (épicerie face à la Petite Plage).

J'ai eu le plaisir de revoir chez moi, fin juin, une ancienne élève, Madame Blain Marguerite, qui se rappelle des chants mimés que j'apprenais à cette jeune génération et d'interpréter l'un d'eux en arrivant... Ce fut un très bon moment... provoqué par Madame Gengoux que je remercie. »

3) Marguerite Blain, née Rivalin

« Lorsque j'ai su que je pouvais revoir « mon institutrice », j'avoue que cela m'a un peu bouleversé. En effet, 64 ans se sont écoulés et je ne revoyais pas son visage. Cela a été comme une première rencontre.

J'ai donc rendu visite à Madame Burgaud avec qui j'ai évoqué les quelques souvenirs qui me restaient. Madame Burgaud avait beaucoup plus de choses à évoquer sur son séjour à Sion que moi car je n'avais que 3 ans à l'époque.

Je me souviens toujours de la chanson de Noé que nous avons d'ailleurs fredonnée lors de notre rencontre. Je me rappelle particulièrement de ce détail : les petits copains et copines aimaient bien me raccompagner à la maison, pourtant très proche de l'école, car maman qui tenait l'épicerie la « Bonne Renommée » leur donnait un bonbon en remerciement. »

Pour en finir avec l'école

Les plus grands à l'époque se souviennent davantage de cette période. Madame Péaud a laissé un souvenir d'institutrice sévère et Monsieur Péaud d'un instituteur calme. Certains se rappellent du fameux Certificat d'Etudes Primaires que passaient les élèves de 14 ans ou ceux aptes à le passer un an plus tôt. Pour la plupart c'était la fin de l'école. Le monde du travail les attendait. Nous avons retrouvé les matières qui figuraient à cet examen tant attendu et redouté à la fois. Nous en reproduisons un extrait dont certains lecteurs se souviendront très bien (document annexe 2).

L'année 1938 est une année où des modifications sont apportées aux programmes scolaires. Certains articles du 18 janvier 1887, relatifs à l'« Examen du Certificat d'Etudes Primaires » ont été modifiés. Les sujets enseignés « *seront uniquement des sujets posés par les choses de la vie courante, dans la famille et dans la société, à la campagne et aux champs, à la ville et à l'usine* ». Les matières étaient les suivantes : morale et initiation pratique à la vie civique, langue française, histoire, géographie, application du calcul, sciences appliquées, travaux pratiques adaptés aux activités locales (l'atelier : bois, métaux, électricité, serrurerie, bâtiment, fumisterie, plomberie, entretien des appareils ménagers ; travaux des champs ; travaux à la maison : « *on ne concevrait pas que des petits paysans ne fussent pas initiés à quelques-uns de ces travaux et que les filles ne fussent initiées aux travaux de jardins, etc.* », dessin, chant (chant choral, auditions et commentaires d'œuvres musicales à l'aide du phonographe, du pick-up et de la T.S.F.), éducation physique. »

Nous avons pu retrouver également des photos d'école de cette période, mais seulement une série de 4 photos qui regroupent les élèves de l'année 1937/1938 dont deux parues dans le n° 5 mais avec quelques erreurs sur les noms. Nous reproduisons les 4 documents avec l'identité de chaque enfant (document annexe 1).

Colette GENGOUX et l'Association LA LIVARDE remercient vivement les auteurs pour leurs témoignages.

II - Le CEP : extrait du Bulletin de l'Instruction Primaire de la Vendée, 72^{ème} année, mai-juillet 1938

- Article 257

« Dans la matinée

1° Une rédaction sur un sujet simple se rapportant à la vie personnelle de l'enfant (scolaire ou familiale). Durée : cinquante minutes.

La rédaction servira d'épreuve d'écriture courante ;

2° Une dictée de dix lignes environ suivie de trois questions, donc deux relatives à l'intelligence du texte, et la troisième à la connaissance de la langue. Durée : quarante minutes ;

3° a) Une série de cinq questions d'arithmétique. L'une des questions portera sur le mécanisme du calcul ; les autres seront limitées à l'usage d'une opération dans un cas concret ou à la résolution d'une question élémentaire :

b) Un problème d'arithmétique pratique avec solution raisonnée. Durée : cinquante minutes

4° Une interrogation écrite de sciences, d'histoire et de géographie comportant :

a) Trois questions de sciences usuelles n'exigeant que de courtes réponses ; les enfants pourront répondre, le cas échéant, par un croquis ou par un texte accompagné de dessins.

Certaines questions pourront comporter l'observation d'un objet, d'une fleur, d'une plante, d'un phénomène, etc...

b) Trois questions d'histoire et de géographie, dont, l'une comportera un croquis géographique très sommaire. Même observation que précédemment sur la brièveté des réponses exigées. Durée totale de l'épreuve trente minutes.

Dans l'après-midi

5° Un exercice simple de dessin (croquis coté ou dessin à vue) pour les garçons ; un exercice simple de dessin ou de couture pour les filles. Durée : cinquante minutes.

6° Un exercice de lecture courante d'un texte ayant un sens complet. Une question sur l'intelligence du texte sera posée. Le texte sera remis au candidat 5 minutes avant l'épreuve :

7° L'exécution d'un chant choisi sur une liste d'au moins cinq morceaux.

- Article 259 - *Les épreuves écrites, ainsi que l'épreuve de dessin ou de couture, ont lieu à huit clos, sous la surveillance des membres de la commission désignés par le président.*

Les sujets de composition sont placés sous plis cachetés et ne sont ouverts qu'en présence des candidats...

Les épreuves écrites de rédaction, de dictée, de question, de calcul, de sciences, histoire et géographie sont notées de 0 à 10, conformément à l'échelle suivante : 0, nul ; 1 et 2, mal ; 3 et 4, médiocre, 5, passable ; 6, assez bien ; 7 et 8, bien ; 9 et 10, très bien.

Il est attribué à ces épreuves les coefficients suivants : rédaction, 2 ; dictée, 2 ; question, 1 ; calcul, 3 ; sciences, histoire et géographie, 2. La note 0 n'est éliminatoire qu'après délibération du jury. Dans la dictée, toute faute grave enlève 2 points...

- Article 260 - *Les épreuves de lecture et de chant sont subies devant une des sous-commissions prévues à l'article 256.*

Ces épreuves sont publiques. Mais le président peut prendre toutes mesures utiles pour faire régner l'ordre et le silence durant les opérations de la commission.

Sont déclarés admis les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, ont obtenu la moyenne pour l'ensemble des épreuves, soit au moins soixante points.

- Article 260 bis - *A l'expiration de la scolarité légale, mention sera faite, sur le diplôme, de l'accomplissement des obligations scolaires.*

Documents annexes :

I - Photo de classe année 1937-1938



18 élèves

De gauche à droite :

Debout : Anaïs CHARRIER - Bernard CHARRIER - Marcelle GUYON - Irène MORINEAU - Clotilde CHARRIER - Fernande SIMON - Isabelle BURGAUD - Gisella MORINEAU - Renée CANTIN

Assis : Noëlla BARREAU - Gabrielle BARREAU - Marie GUICHET - Anne-Marie LEFRANCOIS - Raymonde CHAUVIN - Eva SIMON - Renée MOREAU - Ginette SOCHARD - Agnès AVRILLA



20 élèves

De gauche à droite :

Debout 1^{er} rang : Gabriel BURGAUD - Yvonne BURGAUD - Ginette MORINEAU - Jeannine ROUILLE - Gisella AVRILLA - Prisca BERNARD - Robert MORINEAU

Debout 2^e rang : Bernadette ABILLARD - Olivier RENAUD - Jacqueline AVRILLA - Gisèle PRAUD

Assis : Monique ROUILLE - Renée ABILLARD - Denise ABILLARD - Aline RENAUD - Suzanne RENAUD - Jeanne BERNARD - Alphonsine AVRILLA - Gaston AVRILLA - Amande PRAUD



22 élèves

De gauche à droite

Debout 1^{er} rang : Martial PAGEOT - Cyprien PAGEOT - ? MORINEAU - Léon BREMAUD - Louis BREMAUD - Maurice TOURANCHEAU - Fernand MOREAU

Debout 2^e rang : Joseph AVRILLA - Roger PRAUD - Claude MORINEAU - Raymond MORINEAU - Martial DELAVALD - Daniel PRAUD - Paul MORINEAU

Assis : Olivier AVRILLA - Paul AVRILLA - Michel AVRILLA - Alexis MORINEAU - André SIMON - Fernand MORINEAU - Guy NAULET - Yves MOREAU



24 élèves

De gauche à droite :

Debout 1^{er} rang : Louis ERIAU - Ismaël BARANGER - Franz BURGAUD - Roger MOREAU - René BREMAUD - Damas AVRILLA - Yvon CHARRIER

Debout 2^e rang : Marcel BIRON - Robert BERNARD - Roland BARANGER - Gaston BARANGER - Lucien COUETARD - André COUTON - Rémi AYRAUD - Jean PEAUD - Germain CHARRIER

Assis : Daniel BIRON - Joseph BREMAUD - Bernard MORINEAU - Maxime MOREAU - Yvon ERIAU - Pierrette BARANGER - Suzanne BARANGER - Yves PEULT

85 élèves étaient présents le jour de la « photo de classe »